Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 10 octobre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°484 ■

Chronique Eco

La diversification économique, plus qu'un choix, une nécessité absolue

P 16

VISANT À ATTEINDRE 10 MILLIONS DE TOURISTES D'ICI 2030

La destination Algérie de plus en plus prisée

L'Algérie connaît actuellement sa plus forte croissance touristique depuis 20 ans, avec plus de 2,5 millions de visiteurs en 2023. Surfant sur cette amélioration, le gouvernement veut accueillir encore plus de visiteurs, dans l'optique de quintupler le nombre annuel de touristes d'ici 2030. Ce qui paraissait il y a quelques années comme un obstacle infranchissable, prend des allures de mise en bouche, tant la destination Algérie, est de plus en plus prisée. P 3

AVEC L'ENTRÉE EN PRODUCTION DE NOUVELLES STATIONS DE DESSALEMENT

Une production de 5,5 millions de m³/j d'ici 2030

D'ici 2025, la production d'eau potable en Algérie devrait passer de 18 % à 42 % de la consommation actuelle grâce à l'implantation de nouvelles stations de dessalement, fournissant ainsi de l'eau à plus de 15 millions de personnes. Ces infrastructures intègrent des technologies avancées permettant d'éviter les interruptions de service causées par des phénomènes tels que la turbidité. De plus, un système de maintenance rapide a été mis en place, avec des équipes spécialisées capables d'intervenir efficacement en cas de besoin, comme l'ont démontré les interventions à Béni Saf et à El Hamma.

P 2

IL SERA INAUGURÉ PAR LE MINISTRE DE L'ENERGIE MOHAMED ARKAB

La 12e édition du salon NAPEC s'ouvre lundi prochain à Oran

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed ARKAB, inaugurera officiellement la 12ème édition du Salon et Conférence Afrique & Méditerranée sur l'Energie & l'Hydrogène (NAPEC 2024) au Palais des Congrès « Mohamed Ben Ahmed » à Oran, annonce le ministère dans un communiqué.

P 3

EXPANSION DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES NUMÉRIQUES

Assurer un accès équitable à tous les citoyens

Le projet de promotion des opérations financières numériques en Algérie vise à élargir leur portée à l'échelle nationale, en mettant un accent particulier sur les zones reculées, telles que les régions rurales et le sud du pays. Ces zones, encore peu desservies en termes d'acteurs financiers par rapport au nord, souffrent d'un accès restreint aux services financiers modernes. Ainsi, l'objectif principal est de simplifier et d'accélérer ces opérations, en les rendant plus accessibles, plus rapides et plus économiques pour tous les citoyens, qu'ils soient dans les grandes villes ou dans les régions les plus isolées.

P 5

SONATRACH-GAZPROM

Les opportunités d'affaires examinées à Saint-Pétersbourg P 3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La mise en œuvre des programmes complémentaires examinée P 3

PARACHÈVEMENT DU PROCESSUS D'ÉDIFICATION DE L'ALGÉRIE NOUVELLE

«Une noble aspiration qui bénéficie du soutien de tous les Algériens sincères» P 16

PÉTROLE

Le Brent progresse à plus de 77 dollars à Londres

Les cours du pétrole progressent très légèrement mercredi, poussé par la situation au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prend 0,70%, à 77,72 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, gagne 0,69% à 74,08 dollars. "Dans une cacophonie" de nouvelles sur les fronts géopolitique, économique ou au niveau de la production de pétrole, "les investisseurs cherchent une direction", affirment des analystes. Le pétrole est en proie à de nombreuses incertitudes. Un possible embrasement du conflit au Moyen-Orient et les craintes sur l'approvisionnement de pétrole en provenance de la région font grimper les prix, mais les investisseurs prévoient une production abondante en 2025, ce qui s'ajoute au ralentissement économique de la Chine pour plomber les cours. Autre facteur susceptible d'influencer les cours à la hausse, l'ouragan Milton, qui se déplace de sud-ouest en nord-est dans le golfe du Mexique, menace la Floride et ses installations pétrolières.

MONNAIES

Le dollar en hausse

Le dollar américain demeure dans le vert avant la publication du compte-rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale (Fed). Le dollar américain gagne 0,15% à 1,0963 dollar pour un euro, après être grimpé à un plus haut depuis mi-août face à la monnaie unique, à 1,0951 dollar. Le billet vert prend également 0,20% face à la devise britannique, à 1,3077 dollar pour une livre. Le rapport sur l'emploi américain en septembre de la semaine dernière a modéré les paris des investisseurs d'une coupe de 0,5 point de pourcentage en novembre, au profit de l'hypothèse d'une baisse plus faible, voire aucune. Les investisseurs resteront attentifs mercredi aux "minutes" de la réunion monétaire de septembre de la Fed, ainsi qu'au discours d'un gouverneur de l'institution, Philip Jefferson.

AVEC L'ENTRÉE EN PRODUCTION DE NOUVELLES STATIONS DE DESSALEMENT

Une production de 5,5 millions de m³/j d'ici 2030

D'ici 2025, la production d'eau potable en Algérie devrait passer de 18 % à 42 % de la consommation actuelle grâce à l'implantation de nouvelles stations de dessalement, fournissant ainsi de l'eau à plus de 15 millions de personnes. Ces infrastructures intègrent des technologies avancées permettant d'éviter les interruptions de service causées par des phénomènes tels que la turbidité. De plus, un système de maintenance rapide a été mis en place, avec des équipes spécialisées capables d'intervenir efficacement en cas de besoin, comme l'ont démontré les interventions à Béni Saf et à El Hamma. Ces avancées garantissent une distribution fiable et continue d'eau, répondant ainsi aux besoins croissants de la population, comme l'a souligné Mouloud Hachlaf, Directeur de communication d'Algerian Energy Company (AEC).

Par Mourad A.

À deux mois de la mise en service des cinq nouvelles stations de dessalement, le programme algérien se distingue par son ambition. Ces stations produiront 1,5 million de mètres cubes d'eau par jour, répondant ainsi à une demande en constante augmentation. Lors de son intervention à la radio nationale, Ahmed Hachlaf a indiqué que l'un des principaux défis du projet est le respect des délais : « En seulement 25 mois, ces projets seront achevés, un exploit comparé aux 36 à 52 mois habituellement nécessaires. Face aux changements climatiques, cette rapidité témoigne d'une volonté politique forte et d'une maîtrise technique visant à répondre aux besoins urgents en eau », a-t-il précisé.

Il a également souligné que ce projet de dessalement marque une étape historique pour l'Algérie, car pour la première fois, des entreprises locales sont au cœur de sa réalisation. Des acteurs tels que GCB, GTP, ENAC, SARPI et Cosider Canalisation ne se contentent pas de participer à l'exécution, mais incarnent un véritable moteur de développement industriel. « Cette implication des entreprises algériennes va bien au-delà de la simple contribution à un chantier ; elle favorise un transfert de compétences et de technologies qui enrichit le tissu industriel local », a-t-il ajouté. En outre, cette dynamique a permis de réduire considérablement les coûts, avec une baisse d'environ 60 à 65 % en devises étrangères, rendant le projet non seulement plus rentable mais aussi plus durable à long terme.

Les stations de dessalement, bien qu'indispensables pour répondre à la demande en eau, posent un défi énergétique considérable en raison de leur consommation élevée d'électricité. Pour y faire face, l'intégration de solutions d'énergie renouvelable, principalement l'énergie solaire, devient une priorité. Cependant, compte tenu du fonctionnement continu 24h/24, l'énergie solaire seule serait insuffisante et risquée. Ainsi, un mix énergétique, permettant de produire une partie de l'énergie nécessaire via des panneaux solaires, s'avère essentiel.

« Ce programme ambitieux se concentre également sur l'optimisation de la consommation d'électricité et l'intégration des énergies renouvelables, notamment dans les régions intérieures du pays, loin du littoral. Cette démarche vise à garantir la durabilité et la résilience des infrastructures tout en favorisant une transition énergétique vers des sources plus propres », a-t-il expliqué.

Le directeur de communication de l'AEC a également précisé que le programme algérien de dessalement, loin de se limiter aux projets en cours, s'inscrit dans une dynamique de développement durable et d'industrialisation. « Avec la construction de nouvelles stations après 2025, la capacité de production d'eau devrait atteindre 5,5 millions de mètres cubes par jour d'ici 2030, marquant une étape majeure pour répondre aux besoins croissants du pays », a-t-il déclaré. Il a ajouté que l'une de ces installations, stratégiquement située à Skikda, servira à alimenter les besoins industriels liés au projet du phosphate intégré et à la zone industrielle, soulignant ainsi l'importance de l'eau pour soutenir l'économie locale.

Au-delà de la production d'eau, ces projets représentent également un enjeu crucial pour l'industrialisation du pays. La question de l'exploitation et de la maintenance à long terme des installations devient une priorité. Forts de leur expérience, les cadres algériens ont acquis une expertise précieuse, et ce savoir-faire local est désormais au cœur de la gestion de ces infrastructures. Cela permet non seulement de garantir une autonomie technique, mais aussi de renforcer la compétitivité industrielle du pays, a conclu l'invité de la radio nationale.

BROADBAND DEVELOPMENT CONGRESS À PARIS

Algérie Télécom remporte le prestigieux prix «Giga City Excellence»

Algérie Télécom est fière d'annoncer qu'elle a remporté le prix« Giga City Excellence » lors du Broadband DevelopmentCongress, qui s'est tenu à Paris le 8 octobre 2024. Cette distinction, décernée par un jury d'experts internationaux souligne l'engagement d'Algérie Télécom envers l'innovation et l'excellence dans le secteur des télécommunications.

Algérie Télécom a été reconnue pour son service Idoom Fibre, qui compte actuellement près de 1,5 million de clients.

Cette réalisation témoigne de l'efficacité et de la qualité des services offerts par l'entreprise, renforçant ainsi sa position de leader sur le marché.

Cette réalisation témoigne non seulement de l'efficacité et de la fiabilité des services proposés, mais également du rôle prépondérant d'Algérie Télécom en tant que leader sur le marché des télécommunications en Algérie et en Afrique.

Algérie Télécom tient à exprimer sa profonde gratitude envers tous ses clients et partenaires pour leur soutien indéfectible et s'engage à poursuivre son développement et à répondre aux besoins croissants en connectivité, tout en continuant à innover et à améliorer ses services.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

VISANT À ATTEINDRE 10 MILLIONS DE TOURISTES D'ICI 2030

La destination Algérie de plus en plus prisée

L'Algérie connaît actuellement sa plus forte croissance touristique depuis 20 ans, avec plus de 2,5 millions de visiteurs en 2023. Surfant sur cette amélioration, le gouvernement veut accueillir encore plus de visiteurs, dans l'optique de quintupler le nombre annuel de touristes d'ici 2030. Ce qui paraissait il y a quelques années comme un obstacle infranchissable, prend des allures de mise en bouche, tant la destination Algérie, est de plus en plus prisée. Certes, cela ne s'est pas fait à l'aide d'une baguette magique, mais bel et bien suite à des mesures concrètes et souvent volontaristes, prises par les pouvoirs publics. Le Chef de cabinet du ministre du tourisme et de l'artisanat, Abdelhamid Terghinia, à Tizi-Ouzou en a apporté la confirmation.

Par Réda Hadi

M. Terghini a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année de formation hôtelière, que le nombre des entrées de touristes étrangers enregistré en 2023 est "très encourageant et démontre l'efficacité de la stratégie de promotion de la destination Algérie adoptée par le secteur". "En 2023, l'Algérie a enregistré un chiffre très encourageant d'entrées de touristes étrangers par rapport aux années d'avant la pandémie de la COVID-19. La moyenne des entrées durant les 10 années d'avant la pandémie était de 2 millions, diaspora y compris, mais en 2023 nous avons enregistré 3,3 millions d'entrées, dont 2,2 millions d'étrangers".
Pour faire redécoller le tourisme en Algérie, le secteur A adopté une feuille de route visant à réaliser les différents projets et à atteindre plus de 3 millions de touristes à l'horizon 2024.
Cette feuille vise la réalisation de cinq opérations consistant en le réaménagement et la garantie du foncier touristique, la promotion du tourisme domestique, le développement du tourisme thermal, la mise en œuvre du plan « Destination Algérie » et la relance du plan de la qualité et de l'amélioration de la performance du dispositif de la formation. Et cela semble porter ses fruits. Or concrètement les chiffres sont là pour affirmer cette bonne direction.
Selon lui, ces chiffres démontrent "une avancée substantielle en matière d'amélioration de la visibilité de notre pays et de l'attractivité de la destination Algérie". M. Terghini a rappelé que l'objectif fixé par la Stratégie nationale de développement du secteur est d'atteindre les 10 millions de touristes à l'horizon 2030. "Nous travaillons pour que le nombre des entrées augmente d'année en année pour atteindre cet objectif", a-t-il dit. La formation, avec la mise en valeur des sites touristiques, est l'un des piliers de la démarche visant à promouvoir la destination Algérie et à améliorer le service touristique, a estimé M. Terghini. "Tous les moyens sont mobilisés pour assurer aux stagiaires une formation de qualité au niveau des instituts de formation hôtelière, dont celui de Tizi-Ouzou", a-t-il ajouté, relevant que ces formations ouvriront aux stagiaires les portes de l'emploi, une fois le diplôme en poche. S'agissant du volet infrastructurel, le même responsable a rappelé que l'Algérie dispose actuellement de 1.600 hôtels en activité totalisant environ 160.000 lits. A l'horizon 2030, il est prévu la réception d'environ 150.000 à 250.000 nouveaux lits, a-t-il dit, en observant que sur les 2.000 projets d'établissements hôteliers agréés par le ministère, 800 sont déjà en réalisation.
En somme, développer ce secteur revenait aussi à l'actualisation de l'arsenal juridique du secteur et à la compilation des textes juridiques et réglementaires dans le cadre d'une loi d'orientation du tourisme, en sus de garantir son adaptation aux mutations et aux défis actuels relatifs au développement touristique.
Des observateurs soulignent tout de même, que la pérennisation de ces efforts devrait être continue, et préconisent surtout une plus grande résilience, en s'adaptant aux lois du marché, par une meilleure recherche de la satisfaction des touristes, avec un renouvellement plus attractif des prestations.

IL SERA INAUGURÉ PAR LE MINISTRE DE L'ENERGIE

La 12e édition du salon NAPEC s'ouvre lundi prochain à Oran

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed ARKAB, inaugurera officiellement la 12ème édition du Salon et Conférence Afrique & Méditerranée sur l'Energie & l'Hydrogène (NAPEC 2024) au Palais des Congrès « Mohamed Ben Ahmed » à Oran, annonce le ministère dans un communiqué. Il sera accompagné des dirigeants de Sonatrach et de Sonelgaz. L'événement de cette année se déroulera du 14 au 16 octobre sous le thème d'avenir : « Équilibrer les hydrocarbures et l'énergie propre : vers un mix énergétique optimal ». La conférence réunira les leaders mondiaux des secteurs du pétrole et du gaz, aux côtés des principaux fournisseurs de produits et services énergétiques, pour discuter de l'avenir de l'énergie. Les points forts de cette édition sont la signature de nombreux accords de coopération et de partenariat stratégiques, couvrant aussi bien le secteur traditionnel des hydrocarbures que les domaines en pleine évolution des énergies nouvelles et renouvelables. L'accent sera mis en particulier sur le développement de l'hydrogène vert, l'action climatique et les initiatives visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

SONATRACH-GAZPROM

Les opportunités d'affaires examinées à Saint-Pétersbourg

Par S R.

Dans le cadre de sa participation aux activités de la treizième édition du Forum International du Gaz à Saint-Pétersbourg, le PDG du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a visité hier le pavillon de l'entreprise énergétique russe « Gazprom », qui est le plus grand producteur de gaz naturel au monde, indique la société dans un communiqué. Lors de cette visite, Hachichi a pu examiner les technologies modernes et innovantes adoptées par Gazprom dans le domaine de la chaîne de valeur de l'industrie gazière, y compris les technologies d'exploration, de production et de transport du gaz en mer.
En marge de ce forum international, le PDG de Sonatrach a rencontré le DG de Gazprom, M. Alexei Miller. Les deux responsables ont présidé une réunion de haut niveau en présence des dirigeants des deux compagnies, au cours de laquelle ils ont discuté des défis actuels auxquels est confrontée l'industrie gazière et des opportunités futures pour renforcer et développer le partenariat entre Sonatrach et Gazprom.
Pour rappel, Sonatrach, en partenariat avec Gazprom International, travaille au développement des ressources gazières découvertes au niveau des champs Gord Al-Sayeh et Gord Al-Sayeh au nord de (champ d'Al-Asal) à travers l'exploitation de 24 puits en plus de la mise en place d'une unité de traitement afin de produire des quantités significatives de gaz sec, de condensats et de gaz naturel et son acheminement à travers le réseau de canalisations de Sonatrach à partir de 2025.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La mise en œuvre des programmes complémentaires examinée

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre des programmes complémentaires décidés par le Président de la République au profit des wilayas de Djelfa et Tindouf, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 9 octobre 2024, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre des programmes complémentaires décidés par Monsieur le Président de la République au profit des wilayas de Djelfa et Tindouf, à travers l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets inscrits au profit des différents secteurs dans les deux wilayas concernées, et de prendre les mesures nécessaires pour accélérer le rythme de leur finalisation compte tenu de l'impact significatif attendu sur le développement socioéconomique, l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la qualité des services publics. Par ailleurs, Le Gouvernement a entendu une communication sur la rentrée de la formation professionnelle, lancée hier, et qui a permis de mettre en exergue les programmes disponibles visant la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les secteurs jugés prioritaires dans la politique nationale de développement, ainsi que les moyens de renforcer la coopération avec les partenaires économiques. Le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif fixant les modalités de certification des aérodromes à usage international, qui s'inscrit dans le cadre du parachèvement du cadre réglementaire relatif à l'aviation civile et le renforcement des mesures de sécurité y afférentes, en conformité aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République portant sur la numérisation des services publics, le Gouvernement a examiné les moyens de développement des performances de l'Agence nationale de la numérisation en santé. Enfin, le Gouvernement a entendu un point de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme exploratoire décidé par Monsieur le Président de la République au profit des jeunes propriétaires de start-ups, afin de prendre connaissance des expériences des pays leaders dans le domaine technologique, offrant l'opportunité à 450 start-ups algériennes de découvrir les écosystèmes d'innovation dans ces pays".

LE MINISTRE DES AE L'A SOULIGNÉ

Alger œuvre pour un partenariat équilibré avec l'UE

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a affirmé, mardi, que l'Algérie poursuivait ses efforts pour établir un partenariat "équilibré" et "bénéfique" dans son voisinage méditerranéen et avec l'Union Européenne (UE).
"L'Algérie poursuit ses efforts pour établir un partenariat équilibré, bénéfique et ciblé dans son voisinage méditerranéen et avec l'UE en particulier", a déclaré M. Attaf dans une allocution lors d'une cérémonie organisée par le ministère des Affaires étrangères à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la diplomatie, sous le thème "Des positions constantes dans la consolidation des valeurs de paix et des vertus de la coopération internationale". Soulignant que le partenariat doit "obéir pleinement au principe d'équilibre des intérêts des deux parties et privilégier le soutien des efforts du développement économique dans notre pays, sans aucune restriction, ni condition ni obstacle", le ministre a ajouté que ce partenariat doit également aller au-delà de "la logique du profit commercial immédiat, pour s'inscrire ainsi dans une approche stratégique plus large, fondée sur le développement durable dans toutes ses dimensions". M. Attaf a rappelé la récente déclaration du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, selon laquelle "l'Algérie compte procéder à la révision de l'accord d'association avec l'UE, qui sera menée dans un climat empreint de confiance, de souplesse et de compréhension afin de rétablir les équilibres nécessaires à cet accord et de l'adapter à la nouvelle réalité économique de notre pays, en tant qu'outil efficace pour atteindre le développement durable escompté". "La diplomatie algérienne continuera, sous les orientations du Président de la République, à renforcer les relations entre l'Algérie et les pays frères, amis et partenaires, et à unir ses efforts avec eux pour relever les défis majeurs qui pèsent actuellement sur la communauté internationale", a assuré le ministre.

R E.

SAISON ESTIVALE 2024

762 décès et 31.705 blessés dans des accidents de la route

Les services de la Protection civile ont enregistré 762 décès et 31.705 blessés dans des accidents de la route survenus durant la saison estivale écoulée, a indiqué, mardi à Alger, le sous-directeur de l'information et des statistiques, le Commandant Nassim Bernaoui. Lors d'une conférence de presse conjointe entre la Protection civile (PC), la Gendarmerie nationale (GN), la Sûreté nationale et les services forestiers, sur le bilan des activités de la saison estivale 2024, M. Bernaoui a fait savoir que la PC "a enregistré 534.720 interventions dont 43.530 dans le cadre des accidents de la route", faisant état, de "760 morts et 31.705 blessés dans des accidents de la route survenus dans la période allant du 1 juin au 30 septembre 2024". Il a précisé que "le plus grand nombre d'accidents a été enregistré au mois d'août avec 7.080 ayant fait 209 décès". Concernant les cas de noyade, les services de la PC ont enregistré durant la même période "214 décès dont 131 par noyade dans des plages interdites à la baignade", ajoute le même responsable. Quant aux plans d'eau, "86 morts ont été enregistrés contre 73 en 2023", poursuit le même intervenant qui a fait état, par ailleurs, de "2.111 incendies survenus au niveau d'exploitations agricoles et d'arbres fruitiers".

NUMÉRISATION DU SECTEUR DE LA PÊCHE

Création de plateformes pour répondre aux préoccupations des professionnels

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé, avant-hier à Alger, que son secteur avait connu récemment une transformation numérique à travers la création de plusieurs applications et plateformes visant à répondre efficacement aux préoccupations des professionnels ainsi qu'à moderniser et à améliorer le service public.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture d'une conférence nationale sur la numérisation du secteur de la pêche et de l'aquaculture, M. Badani a estimé que l'orientation numérique adoptée par le secteur visait à simplifier sa gestion et à augmenter ses capacités, voire même encourager l'investissement dans ses activités, étant donné qu'il s'agit d'un secteur important qui contribue au renforcement de la sécurité alimentaire. Le ministre a évoqué dans le même contexte, le lancement de la plateforme de la prime incitative des producteurs de la tilapia, destinée à encourager l'adhésion à ce programme, à augmenter la production de ce type de poissons et à améliorer la qualité, en sus de la plateforme dédiée aux autorisations d'importation de moteurs de navires de moins de 5 ans, en vue de moderniser la flotte nationale de la pêche et améliorer son rendement.

Une plateforme d'inscription dans le domaine de la formation au secteur de la pêche et de l'aquaculture a été mise en place, visant à atteindre le plus grand nombre de personnes souhaitant se former dans les spécialités du secteur, et de fournir "un cadre numérique fluide renforçant la capacité des ressources humaines dans ce secteur vital", outre l'application "Al-Bahar" qui permet aux professionnels de s'inscrire auprès des chambres de pêche des wilayas.

Le ministre a relevé également la mise en place d'une application pour le suivi et la prise en charge des préoccupations des professionnels du secteur. M. Badani a révélé que d'autres applications similaires sont en cours de réalisation, notamment pour la mise à jour du système d'information statistique, le système de surveillance des navires à distance et le système d'information géographique, mettant en avant l'importance de ces moyens pour "adopter les meilleures pratiques administratives susceptibles de contribuer à la durabilité des ressources biologiques marines".

COOPÉRATION

Ouverture de la 9e édition de la «Semaine de la Corée» en Algérie

La 9e édition de la semaine culturelle sud-coréenne "Semaine de la Corée" (8-21 octobre), s'est ouverte, mardi soir à Alger, avec la présentation de spectacles artistiques impressionnants reflétant la richesse, la diversité et l'authenticité de la culture de la République de Corée. La cérémonie d'ouverture a été organisée à la salle Ibn Khaldoun, en présence de l'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, M. You Ki-Jun, du secrétaire général de l'Association coréenne-arabe, M. Kim Chang-mo, et des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie. Des expositions artistiques ont été présentées, mettant en avant la culture coréenne, tant traditionnelle que contemporaine, à travers des habits, de la musique, de la danse, et autres. Cet évènement annuel qui s'inscrit dans le cadre de la 17e édition de la caravane d'amitié arabo-coréenne, est supervisé par l'Association coréenne-arabe avec le soutien des ambassades de la République de Corée dans les pays arabes. L'ambassadeur de la République de Corée a indiqué à l'ouverture de cet événement que "depuis l'établissement de notre partenariat stratégique (entre son pays et l'Algérie) en 2006, nous avons constaté un renforcement notable des échanges et de la coopération dans différents domaines", soulignant son "engagement sincère à consolider ces relations à travers des échanges culturels continus". La caravane d'amitié coréenne-arabe, de retour en Algérie, a "mis en avant, de manière concrète, nos valeurs et intérêts communs, agissant comme un pont entre nos cultures malgré la distance", a-t-il ajouté.

EN PARTENARIAT AVEC L'ALGERIA STARTUP CHALLENGE 2024

Philip Morris International lance la 3e édition du Harm Reduction Initiative Awards

Algeria Startup Challenge est fier d'annoncer le lancement de la troisième édition de« Harm Reduction Initiative Awards »en partenariat avec Philip Morris International (PMI). Fidèle à son engagement envers l'innovation durable, PMI soutient cette initiative annuelle qui s'adresse aux startups et innovateurs Algériens qui s'efforcent de développer de nouvelles solutions pour réduire les risques tout en promouvant la durabilité. La thématique centrale du challenge PMI intitulée "Réduction des risques & Durabilité", englobe un large éventail de défis contemporains. Elle couvre des aspects aussi divers que la sécurité alimentaire, sanitaire et routière, la consommation responsable, et la protection de l'environnement. L'initiative met également un accent particulier sur la prévention des aléas naturels, les risques environnementaux et climatiques, ainsi que l'utilisation de l'intelligence artificielle pour atténuer ces dangers.

L'éco-innovation, au cœur de cette initiative, est perçue comme un levier pour améliorer les conditions de vie tout en réduisant les risques auxquels les populations sont confrontées. « Nous invitons toutes les startups et innovateurs Algériens à participer et à contribuer à un avenir plus sûr et durable», indique PMI dans un communiqué. Les startups retenues participeront à un programme d'apprentissage intensif de trois jours, comprenant des sessions de formation et des rencontres avec des experts. Ce programme est conçu pour préparer les participants à l'événement annuel de l'Algeria Startup Challenge prévu pour le 29 octobre 2024, où ils présenteront leurs innovations devant un public composé d'officiels, d'institutions, d'acteurs économiques, et des médias.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Octobre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	89	108	70	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	122	143	100	الطماطم		
	Oignon sec	49	55	42	البصل الجاف		
	Ail sec	412	473	351	الثوم الجاف		
	Carotte	78	87	68	الجزر		
	Navet	120	134	107	لفت		
	Poivron	117	132	101	الفلفل الاخضر		
	Piment	131	148	114	الفلفل الحار		
	Courgette	163	179	147	الكوسة		
	Haricot vert	236	260	212	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	131	145	117	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	407	519	295	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	525	665	385	التمر		
	Melon	100	112	88	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	89	98	80	البطيخ الاحمر		
	Poire	388	481	294	الاجاص		
	Raisin	203	255	151	العنب		
	Banane	424	438	410	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1770	1909	1632	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	431	444	418	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	405,00	NC	0,00	-0,38	-5,53	7,82	7,41	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 280,00	NC	0,00	3,78	-1,77	6,84	7,89	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 293,00	NC	0,00	0,76	0,18	12,06	5,45	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,23	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	-3,31	-16,46	2,03	-	0	0,00

EXPANSION DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES NUMÉRIQUES

Assurer un accès équitable à tous les citoyens

Le projet de promotion des opérations financières numériques en Algérie vise à élargir leur portée à l'échelle nationale, en mettant un accent particulier sur les zones reculées, telles que les régions rurales et le sud du pays. Ces zones, encore peu desservies en termes d'acteurs financiers par rapport au nord, souffrent d'un accès restreint aux services financiers modernes. Ainsi, l'objectif principal est de simplifier et d'accélérer ces opérations, en les rendant plus accessibles, plus rapides et plus économiques pour tous les citoyens, qu'ils soient dans les grandes villes ou dans les régions les plus isolées.

Par Mourad A.

Cette initiative a pour but de répondre aux besoins des Algériens en matière de paiements, tout en facilitant leur inclusion dans l'économie numérique, a précisé Hadj Mohamed Sebaa, directeur général du Trésor et de la comptabilité au ministère des Finances, lors de son intervention dans « Asharq Business ».
Ce projet ne se limite pas à une question d'accessibilité. Il s'inscrit également dans une démarche à la fois sociale et économique. D'un point de vue social, il cherche à offrir à tous les citoyens, en particulier dans les zones moins desservies, un accès aux services financiers équivalent à celui dont bénéficient les populations urbaines.
D'un point de vue économique, il permet aux entreprises de toutes tailles: grandes, moyennes, petites, ainsi qu'aux commerçants, artisans et travailleurs indépendants, de moderniser leurs moyens de paiement et d'améliorer ainsi leur productivité. L'extension des services financiers numériques vise également à renforcer la compétitivité des entreprises, en accélérant les transactions commerciales et en répondant mieux aux attentes des acteurs économiques. Cette transformation numérique constitue un levier essentiel pour dynamiser l'économie nationale et favoriser la croissance des entreprises.
Les premiers résultats montrent déjà un fort potentiel de développement. En 2024, 67 % des opérations financières numériques ont été intégrées, représentant un bond qualitatif considérable pour l'Algérie. Cependant, comme le souligne le ministère des Finances, il reste encore un long chemin à parcourir avant de parvenir à une véritable économie numérique inclusive. L'objectif est donc de continuer à étendre cette numérisation à un plus grand nombre d'acteurs économiques. Le projet prévoit notamment l'intégration de 15 000 commerçants et la mise à disposition de près de 6 000 terminaux de paiement électronique pour les institutions publiques. En parallèle, il est prévu d'étendre cette transition numérique à l'ensemble du secteur des services financiers, afin d'inclure tous les acteurs économiques dans un système intégré, transparent et moderne. Enfin, cette démarche repose sur une approche à la fois qualitative et quantitative. Bien que des objectifs chiffrés soient fixés, l'accent est mis sur la qualité de l'intégration dans le système numérique, afin de garantir une véritable inclusion financière pour tous. L'ambition est claire : intégrer le plus grand nombre possible d'acteurs économiques et de citoyens dans cette transition numérique, pour bâtir une économie plus compétitive, plus accessible et plus inclusive à l'échelle nationale.
Pour rappel, lors d'une conférence internationale organisée par le ministère des Finances, la Banque d'Algérie et le Fonds Monétaire Arabe, Hadj Mohamed Sebaa a présenté une feuille de route nationale pour la numérisation des systèmes de paiement et des services financiers en Algérie, comprenant environ 50 mesures pratiques. Cette feuille de route se divise en cinq principaux axes : l'adaptation du cadre réglementaire pour les paiements électroniques, la numérisation des services financiers, la modernisation des infrastructures de paiement et des flux financiers, ainsi que l'introduction de nouvelles techniques de paiement et la diffusion de la culture financière. Ces mesures sont suivies quotidiennement par un groupe de travail pour garantir leur mise en œuvre effective. Parmi les réalisations déjà concrétisées, on note la création d'un centre de données pour héberger les systèmes informatiques des institutions financières, ainsi que la numérisation des activités de la Direction générale du domaine national et des procédures douanières. Cette transition numérique vise à renforcer l'efficacité et l'inclusion financière.

FINANCES ET BANQUES

Des experts saluent la transformation numérique réalisée dans le domaine

Des experts et responsables de banques internationaux ont mis en avant mardi à Alger, les différents défis que pourraient confronter la mise en œuvre des plans de transformation numérique dans le domaine financier à travers le monde, saluant la numérisation des services financiers et bancaires en Algérie. S'exprimant lors de séances-débat à l'occasion de la tenue de la Conférence internationale de haut niveau sur les paiements numériques en Algérie, le Directeur général de la Reserve Bank of India (RBI) (banque centrale) Kandyil Vijaykumar, a indiqué que l'évolution majeure des systèmes de paiement au cours des sept (7) dernières années dans le monde, avait permis la mise en place d'un nouvel environnement numérique, contraignant, ainsi, les banques centrales à mettre en place les cadres réglementaires et législatifs à même de renforcer la sécurité des transactions et des systèmes de paiements. Les nouveaux intervenants dans les systèmes financiers modernes tels que les prestataires de services de paiement (PSP), en tant qu'intermédiaires dans les opérations de paiement sont susceptibles de fournir des services plus adéquats aux clients que les services fournies par les banques", a précisé M. Kandyil, appelant à la nécessité d'élaborer des législations idoines pour inciter les prestataires de services à investir dans le marché financier" L'activité des prestataires de services de paiement (PSP), introduite dans le cadre de loi monétaire et bancaire en Algérie consiste principalement à fournir des services numériques permettant aux commerçants d'accepter le e-paiement, et ce par intermédiation entre les banques et les opérateurs économiques, notamment les commerçants A cet égard, le DG de la IRB, a salué les mesures contenues dans la loi monétaire et bancaire algérienne, à travers le lancement du dinar numérique de la Banque centrale, la création de banques numériques et l'activité des PSP, soulignant que la numérisation du secteur des finances et des banques en Algérie aura "un énorme succès lors des prochaines années". Pour sa part, Sonya Annoussamy, experte en e-paiement a affirmé que le cadre juridique de l'activité des prestataires des services e-paiement "pose de nombreux défis au vu de l'importance que revêt la sécurité des systèmes de paiement", ajoutant que l'Algérie disposait "des moyens nécessaires pour garantir le succès du lancement de l'activité des prestataires des services de paiement". Pour l'expert économiste, Nazim Sini, la généralisation du e-paiement dans le cadre de l'approche numérique dans les pays en développement nécessite la réunion des conditions "plus culturelles que techniques". "La confiance en les nouveaux systèmes de paiement est la base de la transition numérique", souligne l'expert. Compte tenu de la cadence ralentie de la transition vers le e-paiement constatée dans plusieurs pays en développement, M. Sini insiste sur "le renforcement des efforts visant à convaincre les citoyen d'accepter les nouveaux systèmes de paiement". Les pays du Sud sont appelés à "créer leurs propres systèmes de paiement répondant aux spécificités et à la nature de leurs économies dans le cadre d'une vision stratégique", poursuit M. Sini. Les participants à cette rencontre de deux jours aborderont plusieurs thèmes dont l'innovation financière, les services financiers, les services bancaires ouverts et les fournisseurs des services de paiement et les systèmes de paiements instantanés. Placée sous le thème "avancer vers un avenir sans numéraire", la Conférence internationale de haut niveau verra la participation d'experts algériens et étrangers dans le domaine des finances numériques et des technologies de l'information et de l'économie ainsi que des représentants de différents départements ministériels, banques, compagnies d'assurance et institutions financières.

MINISTÈRE DES FINANCES RELIZANE-ANADE

La mobilisation des ressources financières au centre d'une réunion de coordination

La mobilisation des ressources financières et l'optimisation de leur affectation ont été au centre d'une réunion de coordination regroupant mardi à Alger l'ensemble des cadres du ministère des Finances, sous la présidence du ministre du secteur, Laaziz Faid. Selon un communiqué du ministère, cette rencontre a permis de passer en revue plusieurs points essentiels, notamment l'évaluation du contrat de performance de l'inspection générale des finances (IGF), le suivi de l'état d'avancement des préparatifs d'élaboration de la loi de règlement budgétaire pour l'année 2023 qui sera établie pour la première fois conformément au disposition prévues par la loi organique relative aux lois de finances 18-15. Lors de cette réunion, il a été évoqué également l'état de la coopération entre la Direction générale des impôts et la Direction générale du domaine national pour l'exploitation des données foncières, en vue de mieux asseoir la fiscalité foncière. Divers exposés ont été présentés par les équipes concernées, mettant en lumière les avancées et défis auxquels ils sont confrontés, selon la même source. Dans ce contexte, le ministre, cité dans le communiqué, a souligné "l'importance cruciale de la mobilisation des ressources, qu'elles soient fiscales, douanières ou domaniales, pour atteindre les objectifs fixés". Il a, également, insisté sur la nécessité d'établir une feuille de route claire pour améliorer la collecte des ressources. Dans cette optique, il a plaidé pour l'instauration d'une culture et une éducation financières à travers une communication efficace, afin de sensibiliser chaque citoyen à sa contribution à la prospérité du pays, indique la même source.
Concernant l'exposé de l'IGF, quatre axes stratégiques, corrélés à des indicateurs de performance précis, ont été présentés, démontrant un état de mise en oeuvre considéré comme positif. Il s'agit notamment de l'amélioration de l'étendue et de la qualité du contrôle de l'IGF, le suivi et la normalisation de l'activité, le soutien, l'appui et l'accompagnement des structures opérationnelles et du développement du système d'information de l'IGF. M. Faid a conclu la réunion en affirmant "son engagement à poursuivre les efforts de réforme de tout le secteur notamment en matière de mobilisation des ressources et d'optimisation de leur affectation, dans un esprit de transparence et de responsabilité".

BATNA

1.453 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique depuis 2021

Pas moins de 1.453 exploitations agricoles ont été raccordées depuis 2021 au réseau de distribution de l'électricité dans la wilaya de Batna, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.
L'opération a nécessité l'extension du réseau sur plus de 717 kilomètres pour un coût financier dépassant les 2,4 milliards de dinars, a indiqué, à l'APS, le responsable de cette direction, Lazreg Benmaâzouza, notant, à ce propos, que le coût de chaque raccordement est de plus de 1,6 million de dinars.
Des travaux sont actuellement en cours pour raccorder 335 autres exploitations agricoles à l'électricité au moyen d'un réseau de 196,798 km, tandis que le raccordement de 398 exploitations supplémentaires sont "en phase" de consultation pour réaliser un réseau de plus de 186,5 km.
Pas moins de 2.545 exploitants agricoles ont soumis, dans la wilaya de Batna, des demandes aux services techniques de la direction de distribution en vue d'être raccordés au réseau électrique, a encore fait savoir le responsable, signalant que 2.228 demandes nécessitant un réseau de 1.118 km ont été "approuvées".
Le programme de raccordement des exploitations agricoles à l'électricité a contribué à la relance de l'activité agricole dans la wilaya des Aurès et à l'augmentation de la production dans de nombreuses filières, notamment l'arboriculture, selon la même source.

BISKRA

Appel à la valorisation des sous-produits des palmeraies

Les participants à une journée d'étude intitulée : "Le palmier, un patrimoine culturel et une ressource économique durable", organisée mardi au Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra, ont insisté sur la valorisation des sous-produits des palmeraies pour parvenir à un développement durable.

M. Kamel Bensalah, chercheur au CRSTRA, a souligné, dans ce contexte, que les chercheurs, les producteurs et les opérateurs économiques sont "appelés à coopérer afin de valoriser tout ce qui est produit dans une oasis de palmiers, sans se limiter à la production de dattes, en particulier la « DegletNour».
Il a ajouté que la production d'une palmeraie "pourrait être exploitée industriellement pour la production d'huile, de café, d'alcool médical, et de mobilier, tout en valorisant les dattes dites +de qualité inférieure+ pouvant être exploitées dans la chaîne des industries de transformation".
De son côté, M. Mohamed-RedhaMessak, enseignant de sciences agronomiques à l'Université Mohamed-Khider de Biskra, a déclaré que l'Algérie, qui occupe le troisième rang mondial en termes de production de dattes, avec 19 millions de palmiers-dattiers, peut construire une bioéconomie intégrée avec des approches scientifiques, touchant les domaines de l'industrie, de la pharmacie, de l'agriculture et du tourisme, tout en préservant les produits du palmier dans l'industrie traditionnelle en tant qu'héritage des habitants des oasis.
M. Abdelmalek Belguedj, chercheur en sciences agronomiques, a indiqué, quant à lui, dans une communication dédiée à la production phoénicicole, qu'en plus des variétés les plus connues, comme "Deglet-Nour", "El Ghars" et la "datte blanche", il existe en Algérie plus de 1.000 variétés de dattes pouvant répondre aux besoins des consommateurs de l'intérieur et de l'extérieur du pays.
Des produits qu'il convient, a-t-il soutenu, de mettre en valeur et de faire connaître leurs caractéristiques, notamment auprès des consommateurs atteints de certaines maladies comme le diabète.
Pour sa part, l'experte et chercheuse en sciences agronomiques et environnementales, FettoumLakhdari, a expliqué que les palmiers-dattiers représentent un modèle intégré de l'économie oasienne en termes d'alimentation, de logement et de tous les besoins nécessaires, le produit et les résidus étant pleinement exploités".
Elle a aussi souligné que ce modèle "peut être reproduit et élargi à travers des unités de transformation impliquant des opérateurs économiques, des industriels et des producteurs".
La journée d'étude, organisée par le département de développement de la palmeraie du CRSTRA a réuni plusieurs professionnels du secteur agricole, des chercheurs, des représentants d'associations locales spécialisées dans la production agricole et des coopératives agricoles locales, ainsi que des représentants de centres et d'instituts de recherche scientifique de la wilaya.

POUR LA RESTAURATION DE SITES ET MONUMENTS HISTORIQUES

Mostaganem bénéficie de 810 millions de dinars

La wilaya de Mostaganem a bénéficié d'une enveloppe financière estimée à 810 millions de dinars, destinée à la restauration de plusieurs sites et monuments historiques et culturels, a-t-on appris mardi du directeur local de la Culture et des Arts, Mohamed Marouani.
M. Marouani a indiqué, à l'APS, que les opérations dont a bénéficié la wilaya récemment, ciblent un grand nombre de sites et de vestiges historiques et culturels datant de différentes périodes de l'histoire de la région, dont certains sont inclus dans l'inventaire additif du patrimoine national, et ce, dans le but de les réhabiliter.
Le responsable a fait état de l'élaboration, prochainement, d'une étude relative à la restauration de la Grande mosquée et "Dar El-Kaïd" pour une enveloppe budgétaire de 120 millions de dinars, du Mausolée de Sidi Lakhdar Benkhlouf (50 millions de dinars) et la rénovation de la salle des spectacles de la Maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki (70 millions de dinars).
Du classement du Mausolée du Saint homme Sidi Lakhdar Benkhlouf (16è siècle), M. Marouani a fait savoir que le dossier est en cours d'élaboration, indiquant qu'il sera achevé avant la fin de ce mois d'octobre, avant d'être transmis à la Commission nationale chargée du classement des sites et des monuments historiques lors de sa prochaine session.
Par ailleurs, les services concernés vont élaborer un circuit culturel et touristique comprenant les trois sites historiques ayant bénéficié d'opérations de restauration urgentes, a ajouté le directeur de la Culture et des Arts, faisant état de la levée du gel de l'étude relative au plan de valorisation et des travaux d'urgence du secteur protégé de la ville de Mostaganem "La Casbah de Mostaganem".
Et de relever que cette décision permettra la restauration et la réhabilitation de pas moins de 60 sites et monuments historiques au sein de cette aire protégée s'étendant sur plus de 103hectares.
Une enveloppe financière de 500 millions de dinars a été allouée à cette opération, gelée depuis plusieurs années, a signalé M. Marouani, indiquant que la Commission de wilaya des biens culturels a tenu, dernièrement, une réunion consacrée à l'examen de la situation de quatre sites archéologiques et à l'actualisation de leurs dossiers, à l'instar du site de "Kiza", dans la commune de Sidi Belattar et le fort de la ville de Sour.

MÉDÉA

Conventions de partenariat entre le secteur de la formation et des opérateurs économiques

Trois conventions de partenariat ont été signées mardi entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de Médéa et des opérateurs économiques pour assurer la formation et l'accompagnement des stagiaires issus des différentes structures de la formation de la wilaya, a-t-on appris auprès du directeur du secteur.
La première convention de partenariat a été signée avec une entreprise de statut privé implantée dans la commune de Ksar El-Boukhari, au sud de Médéa, spécialisée dans l'industrie dumarbre et au titre de laquelle, celle-ci assure une formation par apprentissage au profit des stagiaires du secteur de la formation professionnelle, a déclaré à l'APS le directeur du secteur, Khaled Belkheroubi. L'entreprise "Bionayzer" de fabrication de chaussure, située dans la commune de Draâ-Smar, à l'ouest de Médéa, prend en charge dans le cadre d'une autre convention la formation d'une soixantaine de stagiaires dans le domaine de la fabrication de la chaussure, a-t-il ajouté, précisant que l'entreprise s'engage à recruter les stagiaires en formation.
La troisième convention lie le secteur de la formation à l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) pour la formation et l'accompagnement des stagiaires diplômés des désireux de créer de micro-entreprises, a indiqué le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels.

La Grande-Bretagne, ce pays pauvre

La Grande-Bretagne, jadis pays le plus riche d'Europe, se trouve désormais distancée par la Pologne, illustrant des décennies de déclin économique et d'infrastructures obsolètes.

Par Michel Santi, économiste (*)

La Grande-Bretagne sera distancée et moins riche que la Pologne à la fin de cette décennie. Pays le plus fortuné d'Europe pendant un siècle, la trajectoire de la Grande-Bretagne est sur une pente descendante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Hormis un bref redressement au cours des années 1980, au début de l'ère Tony Blair où son économie s'est montrée capable de converger avec celle des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la France, c'est des décennies de stagnation que subit l'économie britannique.

C'est ce que révèle Foundations, un ouvrage intéressant et documenté de Ben Southwood, Samuel Hughes et Sam Bowman qui révèle que les coûts énergétiques assumés par les industries de ce pays ont triplé en 20 ans, donc bien avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cet essai démontre que la productivité par heure de travail y est de l'ordre de 15 à 18 % plus élevée en France et en Allemagne, et que ce fossé ne cesse de s'aggraver. La production d'électricité y atteint péniblement les deux-tiers de ce génère la France, et est (selon les auteurs) bien plus comparable proportionnellement aux productions électriques de nations comme l'Afrique du Sud et le Brésil qu'à ses collègues du G7.

En fait, c'est des régions entières du pays qui basculent dans la pauvreté et dans le délabrement, peuplées de travailleurs dont le salaire médian est de 7% plus bas qu'en 2008 ! La France étant le pays le plus logique à comparer avec la Grande-Bretagne, les auteurs sont parvenus à la conclusion qu'elle bénéficie de 37 millions de domiciles, en comparaison des 30 millions à disposition des Britanniques qui sont pourtant un petit peu plus nombreux. Les résidences françaises seraient, en outre, plus neuves et nettement mieux concentrées au sein des territoires agréables, prospères, où il fait bon vivre. Les auteurs citent un exemple choquant, celui de l'agglomération londonienne n'ayant connu quasiment aucune croissance depuis 1945, tandis que l'espace géographique autour de Paris a triplé durant la même période.

Ce sont 3.4 millions de familles françaises qui disposeraient de résidences secondaires contre 800.000 seulement pour les Britanniques. La France bénéficie de 29 réseaux de trams contre 7 en Grande-Bretagne, et de 6 métros souterrains contre 3. La France, depuis 1980, a construit 1.740 kilomètres de rails de train à grande vitesse contre seulement 111 pour le Royaume-Uni, et 12.000 kilomètres d'autoroutes contre 4.000... C'est simple : selon les auteurs, la France aurait créé ces 25 dernières années autant de kilomètres d'autoroutes que la totalité du réseau britannique !

La splendeur de la Grande-Bretagne semble s'être estompée

Des villes comme Cardiff avaient en effet joui d'un développement de 1.000% en 45 ans au XIXe siècle, dans un grand mouvement de fond ayant attiré des travailleurs, également vers le Nord, vers les Midlands et vers les Galles, qui ont profité du boom des industries lourdes propulsées par le charbon. C'est ainsi, expliquent les auteurs, qu'un pays devient riche : lorsque sa population déménage vers ses régions et vers ses villes les plus dynamiques. Manchester avait vu un gigantesque bond de sa population de 90.000 en 1800 à 700.000 un siècle plus tard, celle de Liverpool avait surgi de plus de 1.000% sur la même période. Boom qui s'était poursuivi dans les années 1930 sous l'impulsion du secteur des services qui avait largement profité à des villes comme Birmingham, Coventry, Leicester ou Nottingham.

Ceux qui migraient vers ces zones florissantes permettaient aux travailleurs restants de faire jouer vis-à-vis du patronat la compétition et la pénurie de main d'œuvre, améliorant ainsi leurs propres revenus au sein de ces régions délaissées. Pourtant, cette situation s'est inversée ces dernières décennies, car la raréfaction et la cherté des domiciles et des propriétés au sein des régions prospères de Grande-Bretagne opèrent une sélection impitoyable qui ne profite plus qu'aux plus riches et qu'aux plus diplômés. Comme il n'y a plus qu'eux qui peuvent se permettre d'habiter les villes prospères du Royaume-Uni, c'est des pans entiers du pays qui se transforment en déserts sociaux et économiques, et c'est évidemment l'économie de l'ensemble du pays qui en pâtit.

Qu'est devenu ce pays prestigieux qui disposait jadis du meilleur réseau de transport d'Europe ? Qui avait construit - au XVIIIe siècle ! - près de 36.000 kilomètres de routes à péage, et 6.500 kilomètres de canaux ? Qui avait édifié au XIXe un réseau ferroviaire impressionnant... dont il ne reste plus que la moitié aujourd'hui ! Qui avait inauguré dès les années 1860 la première ligne de métro souterrain au monde. Qui avait équipé 90 de ses villes en lignes de tram - quasiment toutes été démantelées aujourd'hui. Autant d'atouts ayant largement favorisé et stimulé son essor économique pharamineux, qui avait accessoirement fait de Londres l'incontestable capitale économique du monde.

Laminés de nos jours par les coûts de conception, de construction, de modernisation et de rénovation britanniques, certainement les plus chers d'Europe. Les auteurs comparent le prix au mile de construction du métro qui a été de 68 millions Livres à Madrid contre 1 milliard et 400 millions pour la « Elizabeth Line », ou « Crossrail », qui dessert Londres et sa grande banlieue. L'expansion urbaine, l'amélioration de la qualité de vie et la croissance vont forcément de pair avec la mobilité et l'électrification, autorisant par exemple la France à être en mesure d'équiper de tram toutes ses villes de 150.000 habitants, car ses coûts sont 2.5 fois inférieurs à ceux de la Grande-Bretagne, dont le niveau d'électrification est (selon les auteurs) comparable à celui de l'Inde. À titre de comparaison, la ville de Leeds et ses 800.000 habitants ne disposent pas de métro.

Le pays qui disposait en 1965 d'autant de centrales nucléaires que les Etats-Unis, que la Russie additionnés à tous les autres au monde n'en a plus construit aucune en 30 ans, et n'en tire plus que 13% de sa consommation, contre 70% pour la France. De superpuissance énergétique, la Grande-Bretagne est devenue un nain, et cela se reflète de nos jours (selon les auteurs) par la taille de ses citoyens qui étaient au début du XIXe de 5 centimètres plus grands que les Français, car ils mangeaient 600 calories de plus.

C'est 10 ans qui s'écoulent de la conception d'un projet d'infrastructure à sa mise en service au Royaume-Uni. En France, c'est 3. Le projet de tunnel connectant le Kent à l'Essex, « Lower Thames Crossing », a nécessité un rapport de 360.000 pages ayant coûté 300 millions de Livres, et il n'est pas encore réalisé. Le projet « Sizewell C » de construction d'une centrale nucléaire utilisant la technologie EPR a nécessité un rapport environnemental de plus de 44.000 pages, et n'a pas encore vu le jour. Selon Ben Southwood, Samuel Hughes et Sam Bowman, la Grande-Bretagne est la nation développée qui manque le plus d'énergie au monde.

Selon moi, ses élites ont failli. Toujours selon moi, ce n'est évidemment pas le Brexit qui est responsable du déclassement de la Grande-Bretagne. Le Brexit fut la conséquence, en quelque sorte la sécrétion, des mauvais - ou des non-choix - britanniques de ces 40 ou 50 dernières années.

(*) Un macro-économiste, spécialiste des marchés financiers et des banques centrales, écrivain.

Source : La Tribune

LIBYE

La production de brut progresse vers le niveau d'avant-crise

Alors que la crise politique qui freinait les activités pétrolières de la Libye a été réglée, il y a quelques jours, l'État essaie d'accélérer la relance de la production d'huile. Suite à la levée la semaine dernière du blocus imposé depuis fin août sur le secteur pétrolier de la Libye, la production pétrolière du pays, tombée en dessous des 500 000 b/j, s'est redressée pour dépasser le million de barils quotidien.

Dimanche 6 octobre, la production a ainsi affiché environ 1,06 million b/j. Cette dynamique représente une hausse d'environ 113 % depuis l'annonce de la fin de la crise. Un plateau qui reste cependant en deçà de la moyenne d'avant crise de 1,2 million b/j. Cette hausse n'a pas eu d'effet significatif sur le prix du Brent, le brut de référence, actuellement autour de 80 dollars, qui fait en outre face aux tensions au Moyen-Orient.

Bien que les défis sur le pétrole soient maintenant réglés, les menaces restent présentes, car les rivalités et les luttes de pouvoir internes continuent de poser des risques significatifs pour la stabilité de la production.

Le pays qui multiplie les initiatives pour atteindre un objectif de production d'huile de 2 millions b/j d'ici deux ans, s'est rarement approché du plateau 1,6 million b/j atteint peu avant le déclenchement de la guerre civile en février 2011.

ARABIE SAOUDITE

Le fonds souverain saoudien acquiert 40% des grands magasins de luxe Selfridges

Le fonds public d'investissement saoudien (PIF) va racheter 40% des grands magasins de luxe britanniques Selfridges, dont le conglomérat thaïlandais Central Group avait pris le contrôle l'an dernier, selon un communiqué mardi.

PIF va acquérir la totalité des parts de l'empire immobilier autrichien Signa, mais Central Group restera actionnaire majoritaire à hauteur de 60%, résume le thaïlandais dans un communiqué mardi.

Si le montant de la transaction n'est pas précisé, Selfridges, l'une des chaînes de grands magasins les plus luxueuses et connues au monde, avait été rachetée conjointement par Signa et Central Group fin 2021 pour 4 milliards de livres (4,8 milliards d'euros) auprès de la richissime famille canadienne Weston.

Mais Signa s'est effondré l'an dernier, croulant sous les dettes, frappé par la brusque remontée des taux d'intérêts.

Face aux difficultés de son associé, Central Group avait annoncé en novembre 2023 avoir converti un prêt en actions qui en avait fait l'actionnaire majoritaire de Selfridges - et a depuis repris plusieurs autres enseignes de Signa.

Central et PIF promettent d'investir conjointement "pour renforcer la position financière" de l'entreprise et soutenir son "développement futur".

Selfridges, fondée au Royaume-Uni au début du 20e siècle par l'Américain Harry Gordon Selfridge, avait révolutionné l'univers de la distribution, en mettant notamment en scène les produits dans des vitrines sophistiquées.

Il avait fait des grands magasins des lieux de vie attractifs, où l'on trouvait des restaurants, oeuvres d'art et spectacles.

Selfridges Group, qui a généré l'an dernier plus de 2,8 milliards de livres (3,3 milliards d'euros) de chiffre d'affaires, possède et exploite actuellement 18 grands magasins de luxe dans 3 pays:Selfridges au Royaume-Uni (dont un magasin emblématique sur Oxford Street à Londres), De Bijenkorf aux Pays-Bas et Brown Thomas et Arnotts en Irlande.

RÉALISATION DES GRANDS PROJETS BLOQUÉS EN TUNISIE

Le rêve est encore permis !

Le Tunisien a l'impression qu'après 2011, tout semble être en stand-by. La Tunisie a du mal à franchir le cap. Elle vit au jour le jour et elle peut s'estimer heureuse d'être encore debout. Mais l'espoir de lendemains meilleurs l'emporte toujours.

Ceux qui connaissent l'histoire du pays sont convaincus que les années glorieuses sont celles du début de l'indépendance. Et plus exactement les trente années qui suivirent. C'était le moment des grandes réalisations et des grands projets.

Forte volonté politique

Aux grandes ambitions affichées par les responsables, il y avait une volonté politique sincère et une adhésion populaire.

On peut affirmer, aujourd'hui, que tout ce qui fait la force de la Tunisie a été réalisé dans ces années-là

Au niveau superstructures et infrastructures, on comptait, alors, les maisons de culture, les maisons du peuple, les maisons de jeunes, les bibliothèques, les stades, etc. Dès le début des années 60, on a commencé à poser les premiers jalons d'une véritable industrie.

On peut citer l'usine de cellulose à Kasserine, les fonderies de Menzel Bourguiba, les raffineries de Zarzouna, la Société tunisienne d'industrie automobile (Stia), les Ateliers mécaniques du Sahel (AMS) et on en oublie. L'édification des barrages, la construction d'autoroutes, sans parler de la gratuité de l'enseignement et des soins ont marqué les efforts de développement. Tout cela s'est poursuivi, sans interruption jusque dans les années 90.

Il est à rappeler, par ailleurs, que dès la fin des années 70, la Tunisie avait pensé à se doter de l'énergie nucléaire (production d'électricité). Une centrale nucléaire était même envisagée à l'horizon de 1995.

Pourtant, les fonds sont disponibles

Un petit bémol toutefois. Il s'agit, surtout, de la suppression de certaines lignes de chemin de fer et l'élimination de moyens de transport comme les trolleys ou les tramways qui desservaient plusieurs destinations dans la capitale et sa banlieue. Ils utilisaient, déjà, l'énergie électrique ! Dommage ! C'était, peut-être, par manque de vision stratégique ou par mauvais calculs ou, encore, par l'entrée en ligne de jeux d'intérêts. Il n'en reste pas moins qu'après cette dynamique et cet élan, tous les projets (petits et grands) ont été mis en veilleuse ou, tout simplement, bloqués.

De vastes programmes parmi les plus importants ont commencé à connaître toutes les difficultés du monde pour leur réalisation. Pourtant les fonds qui leur étaient alloués étaient disponibles.

EGYPTE

Le Caire ouvre le marché de la 5G au secteur privé

L'opérateur historique Telecom Egypt a obtenu la première licence 5G du pays en janvier dernier. Cela a coûté 150 millions $ à l'entreprise publique.

L'Autorité nationale de régulation des télécommunications (NTRA) a attribué des licences d'exploitation de la 5G à Vodafone, Orange, et e&, le lundi 7 octobre.

Les trois entreprises ont dépensé au total environ 525 millions $ pour obtenir ces ressources qui vont leur permettre de fournir des services de connectivité améliorée aux particuliers, aux entreprises, et même aux agences gouvernementales pour les 15 prochaines années.

L'attribution des licences 5G aux sociétés télécoms privées égyptiennes intervient environ dix mois après l'acquisition de la même licence par l'opérateur historique Telecom Egypt pour 150 millions $. La société publique a eu le temps de signer des partenariats avec des sociétés technologiques comme le chinois Huawei et le finlandais Nokia. Il a également lancé des tests de la technologie de dernière génération.

Le fait que tous les opérateurs télécoms obtiennent la licence 5G devrait renforcer la concurrence sur le marché télécoms égyptien dans un contexte marqué par une forte demande en connectivité à haut débit. Selon les données du ministère des TIC, le nombre d'utilisateurs d'Internet en Egypte est passé de 76,59 millions en juillet 2023 à 83,07 millions en juillet 2024, soit une progression annuelle de 8,46 %.

A cela s'ajoutent 11,23 millions d'utilisateurs d'Internet fixe sur 112,71 millions d'habitants.

Le déploiement de la 5G en Egypte devrait contribuer à soutenir les ambitions de transformation numérique du gouvernement. Dans le cadre de la stratégie « Digital Egypt 2030 », Le Caire veut développer son secteur des TIC et moderniser l'infrastructure télécoms nationale afin de faire du numérique le moteur du développement socioéconomique du pays.

SÉNÉGAL

Fi Natangue, un fonds d'investissement axé sur les hydrocarbures

Ce nouveau véhicule financera en capital et en dette des PME sénégalaises engagées dans l'exploitation du pétrole et du gaz. Il leur permettra de lever des capitaux supplémentaires et de tirer profit des opportunités qu'offre le secteur des hydrocarbures dans le pays.

La société Finance Gestion et Intermédiation (FGI) a procédé le jeudi 3 octobre 2024 au lancement d'un fonds d'investissement dédié au secteur des hydrocarbures en Afrique de l'Ouest. Le véhicule dénommé Fi Natangue fournira des solutions de financement innovantes et flexibles aux petites et moyennes entreprises (PME) et petites et moyennes industries (PMI) engagées dans l'exploitation du pétrole et du gaz au Sénégal.

Lancé en collaboration avec le gestionnaire d'actifs Baobab Asset Management, Fi Natangue réalisera des prises de participation et octroiera des prêts à des sociétés non cotées. La taille cible du fonds ainsi que les tickets à allouer par entreprise n'ont pas été précisés.

« Ce fonds est un outil puissant pour canaliser des capitaux vers des entreprises locales, lesquelles joueront un rôle clé dans l'exploitation, la logistique et les services autour de cette industrie des hydrocarbures. Les ressources pétrolières et gazières sont un atout majeur pour le développement économique et social du Sénégal. Elles nécessitent une gestion avisée capable de maximiser leur potentiel », a fait savoir Amadou Kane, président du conseil d'administration de FGI.

Le lancement de Fi Natangue marque ainsi une étape importante dans le développement du secteur des hydrocarbures au Sénégal, officiellement devenu producteur d'hydrocarbures en juin 2024, avec l'annonce de l'extraction du premier baril de pétrole par une entreprise étrangère dans le champ de Sangomar. Le pays espère engranger 30 milliards $ de financements sur 30 ans, grâce à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Le secteur en pleine croissance pourrait ainsi offrir de nombreuses opportunités aux PME et PMI qui représentent l'épine dorsale de l'économie.

Du fait de nombreuses contraintes, notamment financières (manque de solutions de financement adaptées aux spécificités du secteur extractif) et techniques (difficultés à s'adapter aux exigences techniques et compétitives), ces PME s'investissent moins dans le secteur des hydrocarbures, déplore Gora Lo, coordonnateur général du secrétariat technique du Comité national de suivi du contenu local (Stcnscl). Celui-ci s'attend à ce que ce fonds axé sur les hydrocarbures dépasse le simple cadre du financement pour s'inscrire dans une vision plus large, en créant des synergies entre les investisseurs, les autorités publiques, et les acteurs du secteur privé pour garantir une croissance durable et une gestion optimale des revenus issus de l'exploitation pétrolière et gazière.

Fi Natangue qui est régulé par les autorités des marchés financiers de l'UEMOA vise à façonner l'avenir des hydrocarbures du Sénégal tout en générant des rendements attractifs pour ses investisseurs.

ZAMBIE

La Chine construira une usine de vaccins contre le choléra

L'épidémie de choléra, qui sévit en Zambie depuis octobre 2023, a fait plus de 700 décès sur plus de 20 000 personnes contaminées. Les autorités ont lancé une campagne de vaccination ciblant 1,5 million de personnes pour freiner sa propagation.

La Zambie a signé, le lundi 7 octobre, un accord avec l'entreprise publique chinoise Jijia International MedicalTechnology Corporation pour la construction d'une usine de vaccins contre le choléra.

L'usine devrait être construite dans le cadre d'un partenariat entre l'Agence zambienne de développement industriel (IDC) et Jijia International MedicalTechnology Corporation.

La première phase du projet s'élève à 37 millions de dollars.

« L'usine constitue une étape clé sur le chemin de l'éradication du choléra, qui réduit la productivité », a déclaré le président zambien, HakaindeHichilema, lors de la cérémonie de signature de l'accord.

« Nous envoyons également le signal que la Zambie, l'Afrique et le monde entier sont capables de travailler ensemble. La Zambie doit être considérée comme un centre, comme un lieu de production pour un marché plus important. Et si vous regardez la population de l'Afrique, elle croît très rapidement », a-t-il ajouté.

M. Hichilema a également fait savoir que la Chine fera don d'environ 3 millions de doses de vaccins anticholériques à la Zambie avant l'entrée en production de l'usine.

Il a par ailleurs indiqué que son pays figure parmi les plus touchés par la recrudescence de la maladie, rappelant qu'il a enregistré plus de 20 000 cas et près de 700 décès au cours de la vague épidémique de 2023-2024.

Le choléra est une infection diarrhéique aiguë provoquée par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés par le bacille vibriocholerae. Son taux de létalité peut dépasser 6% dans les communautés où l'immunité préexistante est faible, en raison d'un faible taux de vaccination et d'un mauvais état de santé général.

OUGANDA

La Banque centrale abaisse son taux directeur à 9,75%

En août 2024, la Banque centrale ougandaise avait réduit son taux directeur de 25 points de base s'établissant à 10%, en raison d'une reprise de la monnaie locale ayant conduit à une amélioration des perspectives d'inflation.

La Banque centrale d'Ouganda a annoncé dans son rapport publié le lundi 7 octobre 2024, avoir réduit de 25 points de base son taux directeur, le plaçant à 9,75 % en raison de l'amélioration des perspectives d'inflation. Selon le comité de la Banque centrale, l'inflation est restée modérée en raison de plusieurs facteurs, notamment la stabilité du taux de change du shilling, la monnaie locale, les solides recettes d'exportation du café et une politique monétaire prudente qui a équilibré la reprise de la croissance économique tout en maintenant la stabilité des prix.

« L'inflation globale annuelle et l'inflation de base ont diminué pour atteindre 3,0 % et 3,7 % en septembre 2024 contre 3,5 % et 3,9 % en août 2024 », rapporte le comité de la banque.

Selon l'institution, cette baisse est attribuée à une réduction de l'inflation sur les activités dans les services de transport en particulier.

Elle intervient après une période où le taux d'inflation du pays a enregistré une tendance haussière de janvier à juillet 2024.

Sur la période, elle est passée de 2,8% à 4%, selon les données de l'Agence nationale de statistiques (UBOS).

Dans ses prévisions, la Banque centrale d'Ouganda estime que l'inflation de base moyenne restera inférieure à l'objectif à moyen terme de 5% au cours des 12 prochains mois, en raison d'un taux de change du shilling relativement stable et à des prix alimentaires et pétroliers favorables.

Notons que cette baisse du taux directeur est la deuxième consécutive. En août dernier, le comité de politique monétaire avait réduit le taux de 25 points de base le plaçant à 10%.

RWANDA

Kigali veut augmenter sa production de viande porcine de 36 % d'ici à 2029

Au Rwanda, l'élevage contribue à hauteur de 4 % au PIB. Si dans le secteur, la production de viande provient principalement de l'élevage des bovins et ovins, le gouvernement nourrit des ambitions de croissance dans d'autres filières. Au Rwanda, le gouvernement souhaite faire passer la production locale de viande porcine à 31 144 tonnes d'ici 2029, soit 36 % de plus que le stock de 22 839 tonnes fournit en 2023. C'est ce qu'a révélé Claire Hirwa d'Andre, chercheure spécialisée en sélection animale, génétique et reproduction au sein de l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales (RAB) qui se confiait au quotidien local The New times le dimanche 6 octobre. Cette perspective se fonde notamment sur une amélioration de la productivité de la filière porcine grâce à l'augmentation significative du nombre de personnes élevant des races de porcs améliorées par l'adoption de l'insémination artificielle dans les élevages locaux. Alors que seules les races traditionnelles de porcs étaient utilisées au Rwanda en 2022, les données compilées par le RAB indiquent que 65 % des éleveurs de porcs du pays ont depuis adopté la technologie de l'insémination artificielle.

Pour expliquer cette dynamique, Mme d'Andre met en avant l'appui du gouvernement qui injecte environ 150 millions de francs rwandais (111 000 $) par an dans la modernisation de l'élevage porcin pour soutenir l'achat de consommables, la formation des techniciens, l'achat d'équipements et d'aliments pour animaux. « Il y a un changement plus radical dans l'industrie de l'élevage de porcs. Nous avons de meilleures races de porcs qu'en 2022. Il y a une amélioration génétique et le gouvernement fait plus d'efforts pour moderniser l'industrie », a ainsi déclaré la responsable. Au Rwanda, le cheptel porcin était estimé à plus de 1,1 million de têtes d'animaux en 2023, d'après le ministère de l'Agriculture.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street rebondit dans le sillage des «tech» avant des données sur l'inflation

La Bourse de New York a fini en hausse mardi, effaçant une partie de ses pertes de la veille, alors que les investisseurs ont de nouveau montré de l'appétit pour les titres technologiques dans l'attente de données sur l'inflation et avant le début de la saison des résultats trimestriels.

L'indice Dow Jones a gagné 0,30%, ou 126,13 points, à 42.080,37 points. Le S&P-500, plus large, a pris 55,19 points, soit 0,97%, à 5.751,13 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 259,01 points (1,45%) à 18.182,92 points. Les trois principaux indices de Wall Street avaient tous reculé lundi d'environ 1%, sous l'effet de la hausse des rendements obligataires, dans un contexte d'escalade des tensions au Proche-Orient et d'interrogations sur la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).
Avec le recul mardi des bons du Trésor américain, les investisseurs se sont tournés vers les valeurs à forte croissance, en particulier les titres technologiques, dont les géants ont contribué mardi à porter le Nasdaq et le S&P-500.
Le marché reste toutefois guidé par la politique monétaire. Les investisseurs n'ont cessé tout au long de l'année de guetter les décisions de la Fed, qui a procédé en septembre à une baisse des taux inhabituelle de 50 points de base.
Il est attendu que la banque centrale américaine réduise davantage les taux d'intérêt d'ici la fin de l'année, avec pour boussole les données économiques, scrutées également par Wall Street pour tenter d'anticiper les décisions de la Fed.
Les données publiées la semaine dernière, dont un rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis meilleur qu'anticipé, ont poussé les investisseurs à revoir légèrement à la baisse leurs prévisions, penchant pour une baisse de 25 points de base plutôt que de 50.
D'après FedWatch, les traders misent désormais à 89% sur une baisse des taux de 25 points de base lors de la prochaine réunion de la Fed, en novembre.
Les investisseurs attendent désormais le rapport sur les prix à la consommation (CPI), prévu jeudi.
"Le rapport sur le marché du travail (vendredi dernier) et le rapport CPI sont les deux principaux éléments pour la Réserve fédérale en amont de sa prochaine réunion" les 6 et 7 novembre, a souligné Jason Pride, directeur de la recherche et des investissements chez Glenmede.
Si l'indice des prix à la consommation ressort dans la fourchette anticipée, la perspective d'une baisse des taux de 25 points de base en novembre sera renforcée, a-t-il dit.
Neuf des onze secteurs du S&P-500 ont terminé la séance dans le vert, au premier rang desquels les technologies de l'information, avec les gains enregistrés par Palantir Technologies et Palo Alto Networks.
L'énergie a subi la plus forte baisse, de 2,6%, sous l'effet du repli des prix du pétrole.
Côté valeurs, Nvidia, parmi les "Sept Magnifiques" de Wall Street, a progressé de 4,1%, soit sa plus forte hausse sur une séance depuis un mois. Apple, Tesla et Meta Platforms ont également fini en hausse.
En parallèle à leur recul à la bourse de Pékin, les titres de grands groupes chinois comme Alibaba et JD ont perdu entre 5% et 8%.

La Bourse de Shanghai clôture sur une baisse de plus de 6%

La Bourse de Shanghai a terminé mercredi sa séance sur un repli de plus de 6%, contrastant avec une journée passée dans le vert mardi au retour d'une semaine de congés, les investisseurs étant déçus par l'absence de nouvelles mesures de relance de l'économie chinoise.L'indice composite de Shanghai s'est délesté de 6,62% pour atteindre 3.258,86 points, tandis que celui de Shenzhen a reculé de 8,65% à 1.917,32 points. A Hong Kong, l'indice Hang Seng se repliait de 1,92% à 20.524,23 points vers 07H10 GMT.

L'Europe ouvre en ordre dispersé, les «minutes» de la Fed et l'inflation attendus

Les principales Bourses européennes évoluent en ordre dispersé mercredi en début de séance, les investisseurs optant par la prudence avant la publication des "minutes" de la réunion de septembre de la Réserve Fédérale et surtout des chiffres de l'inflation américaine jeudi.
À Paris, le CAC 40 gagne 0,25% à 7.540,19 points vers 08h02 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,01% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,44%.
L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,01%, le FTSEurofirst 300 prend 0,18% et le Stoxx 600 avance de 0,21%
La politique monétaire concentre l'attention dans une séance plutôt attentiste, avec le compte-rendu de la réunion de septembre de la Fed attendu plus tard dans la journée et les données clés de l'inflation américaine prévus jeudi.
Les investisseurs américains seront particulièrement attentifs au commentaires des responsables de la Fed après un rapport mensuel sur l'emploi meilleur que prévu en septembre, ce qui les a poussé à réduire ses paris de baisse de taux en novembre.
En Europe, les marchés considèrent pratiquement comme acquis une réduction des coûts d'emprunt de la Banque centrale européenne (BCE) en octobre suivie d'autre en décembre, en raison de la faiblesse de la croissance économique et de l'atténuation des pressions inflationnistes.
François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, a en effet jugé mercredi "très probable" un nouvelle baisse des taux ce mois-ci, disant que la victoire contre l'inflation était en vue et que la baisse de la semaine prochaine ne serait pas la dernière.
Les investisseurs ont par ailleurs tempéré leur enthousiasme quant à la reprise de l'économie chinoise, déçus par le manque de détails sur les mesures de relance de la part de la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC), le principal organe de planification économique du géant asiatique.
"Le mouvement de baisse d'hier montre que toute forte déception des investisseurs pourrait effacer rapidement la progression de la bourse chinoise, et avoir un impact néfaste sur la confiance à moyen terme", notent les analystes de LBP AM.
Aux valeurs, Kering, qui a annoncé mardi la nomination de Stefano Cantino au poste de directeur général de Gucci à compter du 1er janvier 2025, prend 1,2 à l'ouverture.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Octobre 2024
Valeur : 11 Octobre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.9730	132.9880
1	EUR	EURO	145.7517	145.7814
1	GBP	POUND STERLING	173.9346	174.0453
100	JPY	JAPANESE YEN	89.4718	89.5120
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8227	18.8254
1	CHF	SWISS FRANC	155.1248	155.2329
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.2522	97.2988
1	DKK	DANISH KRONE	19.5431	19.5464
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.8175	12.8215
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.3675	12.3722
1	AED	UAE DIRHAM	36.1989	36.2089
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4151	35.4257
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.7019	433.8923
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.0211	43.4534
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5626	13.5641
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.7050	27.8474
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3487	3.3591
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.3900	178.3900

CAC40

Biais légèrement positif pour le début de séance

La Bourse de Paris pourrait commencer la séance en rebond timide, au vu de futures sur le CAC40 en hausse d'environ 10 points vers 7535, au lendemain d'un recul d'un peu plus de 0,7% de l'indice parisien dans un contexte globalement préoccupant. 'Alors qu'il évoluait encore dans la zone des 7800 points il y quelques jours seulement, le CAC40 fait désormais des incursions sous 7500 points, mis sous pression par trois facteurs', constatait mardi Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France. Ce dernier pointait en effet le stress géopolitique avec l'escalade des tensions au Proche-Orient, l'évolution de la situation politique et des enjeux budgétaires en France, et enfin les anticipations repoussées de baisse de taux aux Etats-Unis. 'Que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe, il y a aussi probablement un peu de couverture qui s'opère avant la saison des résultats d'entreprises qui va débuter dans quelques jours. Mais aussi un peu de couverture avant l'élection américaine dans un mois', jugeait-il en outre. En attendant le véritable coup d'envoi à la saison des résultats, qui sera donné vendredi par JP Morgan Chase, les opérateurs devraient se montrer attentifs, ce soir, au compte-rendu de la réunion de politique monétaire de la Fed (FOMC) du mois dernier. 'Il n'y a pas de débat sur la direction de la politique (assouplissement), mais sur la vitesse de l'ajustement', précisait en début de semaine Oddo BHF, estimant que les minutes du dernier FOMC 'donneront peut-être des éclaircissements sur ce point'. Dans l'actualité des valeurs à Paris, Kering fait part de la nomination de Stefano Cantino en tant que directeur général de Gucci, rattaché à Francesca Bellettini, directrice générale adjointe du groupe en charge du développement des maisons. Sanofi indique que de nouvelles données sur son Beyfortus, confirmant son efficacité en situation réelle contre les infections dues au VRS chez le nourrisson, seront présentées à l'IDWeek 2024, qui se tiendra à Los Angeles du 16 au 19 octobre. Thales annonce que son conseil d'administration a décidé de verser début décembre un acompte sur dividende de 0,85 euro par action, ainsi que d'annuler 4.268.227 actions propres détenues au nominatif, représentant 2,03% de son capital.

ETATS-UNIS

La consommation d'électricité devrait atteindre des niveaux record en 2024 et 2025

La consommation d'électricité aux Etats-Unis atteindra des niveaux record en 2024 et 2025, a déclaré l'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA) dans son rapport Short TermEnergy Outlook (STEO) publié mardi.

L'EIA prévoit que la demande d'électricité atteindra 4.093 milliards de kilowattheures (kWh) en 2024 et 4.163 milliards de kWh en 2025.
Ces chiffres sont à comparer aux 4.000 milliards de kWh en 2023 et au record de 4.067 milliards de kWh en 2022.
Avec la demande croissante de l'intelligence artificielle et des centres de données, et alors que les foyers et les entreprises utilisent davantage d'électricité pour le chauffage et le transport, l'EIA prévoit que les ventes d'électricité en 2024 atteindront 1.503 milliards de kWh pour les consommateurs résidentiels, 1.412 milliards de kWh pour les clients commerciaux et 1.033 milliards de kWh pour les clients industriels.
Selon l'EIA, la part du gaz naturel dans la production d'électricité se maintiendra à 42 % en 2024, comme en 2023, avant de tomber à 39 % en 2025.
La part du charbon passera de 17 % en 2023 à 16 % en 2024 et 2025 en raison de l'augmentation de la production d'énergie renouvelable.
Le pourcentage de production renouvelable passera de 21% en 2023 à 23% en 2024 et à 25% en 2025, tandis que la part de l'énergie nucléaire se maintiendra à 19% en 2024 et 2025, comme en 2023.
Selon les projections de l'EIA, les ventes de gaz en 2024 diminueront à 12,2 milliards de pieds cubes par jour (bcfd) pour les consommateurs résidentiels et à 23,3 bcfd pour les clients industriels, mais augmenteront à 9,2 bcfd pour les clients commerciaux et à 36,4 bcfd pour la production d'électricité.

PORTUGAL

La Banque centrale revoit à la baisse sa prévision de croissance

La croissance économique du Portugal devrait se limiter à 1,6% cette année, selon une nouvelle prévision publiée mardi par la Banque du Portugal, qui tablait jusqu'ici sur un PIB en hausse de 2%.
Après une activité économique en hausse de 2,5% en 2023, ce "ralentissement de la croissance" a déjà été observé au cours du deuxième trimestre et "va se poursuivre" au troisième trimestre, a expliqué en conférence de presse le gouverneur de la banque centrale portugaise, Mario Centeno. Pour l'an prochain, la Banque du Portugal prévoit désormais une croissance de 2,1%, contre une précédente estimation de 2,3%. Le PIB du Portugal a progressé de 0,1% au deuxième trimestre 2024, contre une croissance de 0,8% entre janvier et mars, en raison d'un ralentissement des exportations, avait annoncé fin août l'Institut national des statistiques (Ine). D'après cette estimation officielle, l'économie portugaise a enregistré une croissance en glissement annuel de 1,5% entre avril et juin, comme au premier trimestre.
Selon les nouvelles projections de la banque centrale, le taux d'inflation devrait se réduire cette année un peu moins que prévu, à 2,6%, après une hausse des prix de 5,3% l'an dernier.
Les prévisions ont également été revues en baisse en ce qui concerne la croissance des exportations (3,8%) et de l'investissement (0,8%).

ZONE EURO

Le président de la banque centrale allemande plaide pour le maintien de la vigilance pour contrôler l'inflation

L'inflation dans la zone euro est en baisse, mais la Banque centrale européenne doit rester vigilante et veiller à ce que la croissance des prix s'établisse à son objectif de 2 % même à moyen terme, a estimé mardi le membre de la BCE et président de la Bundesbank, Joachim Nagel.
"L'inflation de base et, en particulier, l'évolution des prix des services ne sont pas encore satisfaisantes", a déclaré M. Nagel. "Nous devons donc rester vigilants afin que le taux d'inflation s'établisse à 2 % à moyen terme.
Avertissant que la lutte contre l'inflation n'est pas encore gagnée, M. Nagel a également indiqué que les pressions sous-jacentes sur les prix sont encore trop élevées, l'inflation de base étant toujours largement supérieure à 2%.
La BCE a réduit ses taux d'intérêt à deux reprises cette année et un nouvel assouplissement en octobre et en décembre est presque entièrement intégré dans les prix, ce qui suggère que les investisseurs prévoient une baisse régulière des taux après qu'ils ont atteint un niveau record.
"Heureusement, les attentes en matière d'inflation sont à nouveau bien ancrées", a déclaré M. Nagel dans un discours. "Même si les taux d'inflation sont susceptibles de remonter quelque peu dans les mois à venir en raison d'effets de base, l'inflation est fondamentalement en baisse."
Plusieurs responsables politiques ont déjà plaidé en faveur d'une baisse des taux d'intérêt le 17 octobre ou y ont fait allusion, et seuls quelques membres du Conseil des gouverneurs, qui en compte 26, se sont opposés à cette idée, ce qui indique qu'une baisse sera relativement peu controversée et que la véritable discussion porte désormais sur ce qu'il convient de faire en décembre.

UNION EUROPÉENNE

L'UE va contester devant l'OMC les mesures chinoises contre le cognac

La Commission européenne dénonce les nouvelles mesures annoncées par la Chine contre les importations de cognac, prises en réaction aux surtaxes européennes sur les voitures électriques chinoises.La Commission européenne a annoncé mardi qu'elle allait contester devant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) les mesures chinoises contre les importations de cognac adoptées après la décision de l'UE d'imposer des surtaxes aux voitures électriques fabriquées en Chine.
"Nous estimons que ces mesures sont infondées et nous sommes déterminés à défendre l'industrie européenne contre l'usage abusif d'instruments de défense commerciale", a déclaré un porte-parole, Olof Gill.
"La Commission européenne contestera auprès de l'OMC l'imposition annoncée de mesures antidumping provisoires par la Chine sur les importations de cognac en provenance de l'UE", a-t-il expliqué.
La Chine va imposer à partir de vendredi aux importateurs de cognac européen de déposer une caution auprès des douanes chinoises, après la décision de l'UE d'imposer jusqu'à 35% de droits de douane supplémentaires sur les importations de voitures électriques importées de Chine.
Ces annonces s'inscrivent dans un contexte de montée des tensions entre la Chine et l'Union européenne (UE), un partenaire commercial incontournable pour le géant asiatique.
De son côté, l'interprofession du cognac en France a appelé mardi à "mettre fin à l'escalade" entre Bruxelles et Pékin.
"Nous en appelons à notre gouvernement afin que les démarches nécessaires soient enfin entamées pour mettre fin à cette escalade dont nous sommes les otages et dont l'issue est aujourd'hui plus menaçante que jamais. Ces taxes doivent être suspendues avant qu'il ne soit trop tard", réclame le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC) dans un communiqué cosigné par son homologue de l'armagnac et la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux de France.

NORVÈGE

Les saumons sauvages menacés, le gouvernement annonce des restrictions sur la pêche

Les autorités norvégiennes ont annoncé ce vendredi 20 septembre de nouvelles restrictions sur la pêche au saumon sauvage, dont la population est tombée au plus bas ces dernières années, les scientifiques pointant l'aquaculture du doigt.
"Après plusieurs années de déclin du nombre de saumons qui remontent les rivières pour frayer, et vu le nombre de retours, au plus bas cette année, de grands saumons dans certaines parties du pays, nous jugeons nécessaire d'opter pour une stratégie de précaution", a dit la cheffe de la Direction norvégienne pour l'environnement, Ellen Hambro.
"Cela signifie une pêche plus restreinte en début de saison, avec la possibilité d'en autoriser davantage plus tard si le nombre de retours de saumons s'avère suffisant", a-t-elle dit.
Le changement climatique incriminé
Après avoir éclos et passé quelques années en eau douce, le saumon sauvage migre vers la mer, où il passe d'un à trois ans, avant de revenir dans sa rivière. C'est souvent à ce moment-là que les pêcheurs sportifs peuvent s'adonner à leur passion.
Mais le nombre de retours en rivière a nettement reculé ces dernières années, tombant à leur plus bas en 2021 et en 2023. À tel point que la Direction pour l'environnement a, sans préavis, fermé 33 rivières et toute la côte sud du pays à la pêche au saumon sauvage le 24 juin.
Le Conseil scientifique pour la gestion du saumon, organisme indépendant mis en place par la Direction pour l'environnement, met en cause l'élevage de saumon dans des cages immergées dans les fjords.
Du fait des hautes concentrations de poisson dans ces installations grillagées, les poux de mer et les maladies y prospèrent et infectent les jeunes saumons sauvages qui passent à proximité.
De plus, quand ils s'évadent, les saumons d'élevage affaiblissent le patrimoine génétique de leurs cousins sauvages en se mêlant à eux. Le changement climatique est aussi incriminé, notamment à cause de son impact sur la chaîne alimentaire du saumon, des inadéquations entre l'arrivée des jeunes saumons et celle des organismes dont ils se nourrissent ou encore des périodes de sécheresse.

LES SUV DU MONDIAL DE L'AUTO

Plus de trente nouveautés attendues !

N'en déplaise aux fans de véhicules à ras du sol, les SUV seront particulièrement attendus au Mondial de l'Auto, et l'on prévoit d'ores et déjà plus d'une trentaine de nouveautés, toutes tailles et énergies confondues. Voici notre sélection…

Proche cousin du Peugeot 2008, le Junior apporte un charme typiquement Alfa dans la catégorie des petits SUV (4,17 m de long). Sous le capot, on trouvera le dernier 1.2 Puretech essence microhybride à chaîne de distribution de Stellantis dans sa version 136 ch, forcément associé à une boîte auto électrifiée à 6 rapports, et des versions électriques de 156 ou 280 ch, la plus puissante, essayée récemment, disposant d'un châssis soigné et d'un différentiel autobloquant.

Alpine A390

Aucune info pour l'instant sur le futur SUV Alpine, que l'on n'a aperçu pour l'instant qu'en tenue de camouflage. On décèle néanmoins un style Fastback. Motorisations 100 % électriques obligent, on imagine une plateforme commune aux Renault Scenic E-Tech et des proportions proches, mais des niveaux de puissances supérieurs, des trains roulants savamment revus, et un assemblage dans l'usine historique de Dieppe.

Audi Q5

Le troisième opus du Q5, d'ores et déjà découvert en statique, utilise une nouvelle plateforme dédiée aux motorisations thermiques. Plus long de 35 mm que l'ancien, il en conserve la silhouette mais se reconnaît à des détails dans l'air du temps comme le bandeau lumineux entre les feux arrière. À bord, instrumentation 11,9" et système multimédia 14,5" sont regroupés dans une dalle incurvée, tandis qu'un troisième écran de 10,5" est proposé en option côté passager. Deux moteurs micro-hybrides de 204 ch devraient constituer le gros des ventes : un 2.0 TFSI essence et un 2.0 TDI diesel. Les hybrides rechargeables de 299 et 367 ch arriveront dans un second temps.

Audi Q6 e-tron

Utilisant la même base que le dernier Porsche Macan, le 3e SUV électrique d'Audi, déjà essayé dans nos colonnes, s'intercale avec ses 4,77 m de long entre les Q4 (4,58 m) et Q8 (4,90 m). Il sera proposé en carrosserie classique ou Sportback.

La planche de bord reçoit une dalle numérique dotée de deux écrans géants, auxquels peut s'ajouter un troisième côté passager. Les niveaux de puissance oscillent entre 251 ch et 306 ch en versions propulsion, et entre 387 ch et 489 ch pour les Quattro, les batteries offrant 76 ou 95 kWh utiles.

BMW X3

Découvert récemment en studio, le quatrième opus du X3 joue l'originalité en s'inspirant du concept Neue Klasse X, avec des panneaux de carrosserie rectilignes et lisses.

À bord, il adopte une double dalle numérique recourbée composée d'écrans XXL. Il proposera un diesel 20d de 197 ch, deux essence microhybride 20i de 208 ch et M50 de 398 ch, ainsi qu'une motorisation PHEV 30e de 299 ch capable de couvrir 90 km en électrique grâce à une batterie de 22,7 kWh. Un 6 pattes diesel arrivera ensuite.

Cadillac Optiq

Cadillac tente à nouveau d'investir Europe avec des SUV électriques. Première étape : l'Optiq, un rival des Tesla Model Y, Audi Q6 e-tron et Skoda Enyaq qui mise sur un gabarit imposant (4,82 m de long), avec la promesse d'un coffre de 744 l. L'habitacle se veut spectaculaire avec une dalle LED de 83,8 cm de diagonale. Peu de données techniques pour l'instant, hormis une puissance de 300 ch, un couple de 481 Nm et une autonomie de 480 km.

Cadillac Lyriq

Avec ses 5 m de long, le grand SUV électrique de la marque de luxe de General Motors s'attaque au Tesla Model X et Audi Q8 e-tron. Le modèle propulsion développe 340 ch, le 4x4 bimoteurs 500 ch. Peu d'informations sur la batterie, Cadillac se contentant d'annoncer une capacité de 102 kWh et une autonomie de 505 km. Comme le « petit » Optiq, le Lyriq reçoit une grande dalle numérique de 83,8 cm en diagonale.

Citroën C3 Aircross

En s'étirant de 23 cm (soit 4,39 m de long ou le gabarit d'un Nissan Qashqai), le nouveau C3 Aircross présenté récemment à la presse souhaite élargir sa clientèle, d'autant plus qu'il proposera une inédite version 7 places. Côté thermique, il proposera le 1.2 Puretech 100 ch et le 1.2 mhev 48 V de 136 ch. En électrique, il sera animé par un nouveau bloc de 113 ch, alimenté par une batterie LFP (Lithium Fer Phosphate) de 44 kWh promettant une autonomie de 300 km, en attendant une version capable d'en atteindre 400 en 2025.

Dacia Bigster

Tout juste dévoilé, le Bigster mesure 23 cm de plus que le Duster en longueur, soit 4,57 m ou un gabarit de VW Tiguan. De quoi proposer un espace aux jambes généreux et un coffre vaste, de 467 dm3. Mieux, il proposera une banquette à dossier en trois parties, et des équipements inédits chez Dacia tels qu'une clim bizone, un toit vitré ouvrant, un régulateur de vitesse adaptatif et même un siège conducteur électrique. Sous le capot, il inaugure une motorisation 1.2 turbo essence/GPL microhybride de 140 ch et une mécanique hybride intégrale revue, de 155 ch, dotée d'un 4 cylindres à cycle Atkinson à la course majorée (1.8 de cylindrée). Comptez moins de 25 000 € en entrée de gamme, et moins de 30 000 € pour la full hybride.

Ford Puma

À l'extérieur, seuls le nouvel emblème plus grand et déplacé au centre de la calandre ainsi que la nouvelle signature lumineuse en forme de C permettent de distinguer le Puma restylé, testé il y a peu. Les changements sont plus profonds à bord avec un mobilier rectiligne intégrant un système multimédia géant 12" et une instrumentation numérique revue. L'habitacle reste exigu mais le coffre géant grâce à un grand bac sous le plancher. Fini l'éthanol, le trois cylindres ne carbure plus qu'au Sans-Plomb, et propose au choix 125, 155 ou 170 ch. La boîte auto est toujours proposée.

Ford Explorer

Plus petit que le Mustang Mach-E et ses 4,71 m de long, l'Explorer de 4,48 m reprend le châssis et la technologie du VW ID.4 pour se placer face au Renault Scenic E-Tech (4,47 m) et Peugeot E-3008 (4,54 m). L'entrée de gamme s'équipe à l'arrière du moteur électrique de 170 chevaux de l'Allemand et de sa batterie de 52 kWh.

La propulsion cœur de gamme reprend le moteur arrière du VW ID.7, fort de 286 ch. Le porte-drapeau Extended Range bimoteurs à quatre roues motrices testé par nos soins reconduit, quant à lui, le groupe motopropulseur de l'ID.4 GTX, fort de 340 ch (0 à 100 km/h en 5s3), avec un nouvel accumulateur de 79 kWh (au lieu de 77), pour une autonomie de 566 km.

Ford Capri

Née petit coupé sportif à la fin des années 1960, la Capri revient nous voir sous la forme d'un SUV coupé électrique de 4,63 m et 2 tonnes, sur la plateforme… MEB du groupe VW qui a enfanté l'ID. 4. Deux puissances, deux batteries et deux transmissions sont proposées. En entrée de gamme, un bloc arrière de 286 ch propulse de 0 à 100 km/h en 6s4, tandis qu'une version bimoteur 4x4 de 340 ch annonce le même exercice en 5s3. Les batteries de 77 ou 79 kWh nets promettent de 592 km à 627 km, et des charges de 10 à 80 % en 26 minutes.

Ford Kuga

Au côté de ses nouveaux SUV électriques à vocation familiale, Ford persiste côté thermique avec son Kuga qui s'offre un restylage. Sous un look plus consensuel, celui-ci gagne quelques technologies et optimise ses moteurs hybrides avec, en tête d'affiche, l'intéressante version fonctionnant à l'éthanol E85, mue par 4 cylindres 2.5 atmosphérique de 152 ch et un moteur électrique. L'ensemble délivre 180 ch aux roues avant via à train épicycloïdal qui dispense de changement de rapports.

Kia EV3

Long de 4,30 m, l'EV3 est le nouveau rival coréen du Peugeot e-2008. Si la version de base dotée d'une batterie de 58,3 kWh annonce une autonomie comparable à celle du Lion (410 km en cycle mixte WLTP), une version Grande Autonomie promet 600 km grâce à une pile jamais vue chez les petits SUV, de 81,4 kWh. Quelle que soit la taille de l'accumulateur, le moteur développe toujours 204 ch et 283 Nm de couple, pour des 0 à 100 km/h avoisinant les 7s5...

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les 3 étapes de la gestion des données pour un projet de GenAI

Les projets de GenAI, en particulier lorsqu'ils exploitent les data de l'entreprise, nécessite un travail sur la gestion des données. Autour de 3 piliers : la collecte, le filtrage et la catégorisation, la gouvernance et la protection de la propriété intellectuelle.

La majorité des entreprises se concentrerait désormais sur deux catégories de cas d'usage de l'IA générative, susceptibles d'offrir le meilleur ROI, si l'on en croît Doug Shannon, ambassadeur expert en automatisation et IA auprès du cabinet Gartner. La gestion des connaissances (KM) d'un côté, les modèles RAG (retrieval augmented generation) de l'autre. « Or, dans les deux cas, l'entreprise exploite ses propres données, ce qui a un coût », insiste Doug Shannon. En particulier, une mauvaise gestion des données dans ces deux types de projets peut à la fois dégrader le ROI et augmenter les coûts. C'est le cas par exemple pour la correction des hallucinations, causées par des données de mauvaise qualité, qui demande à la fois des ressources financières et en temps. Certains responsables informatiques réussissent néanmoins à tirer leur épingle du jeu en se concentrant sur trois piliers de la gestion de données.

Collecter, filtrer et catégoriser

Le premier consiste en une série de processus, la collecte, le filtrage et la catégorisation des données. Pour les modèles de KM ou de RAG, cela représente jusqu'à plusieurs mois de travail. Ces processus sont en effet assez simples à mettre en oeuvre lorsqu'on ne traite que des données structurées, mais il en va tout autrement avec les données non structurées, pourtant les plus précieuses. « Ce n'est qu'après avoir défini et intégré ces data non structurées dans une taxonomie qu'on peut les exploiter », poursuit Doug Shannon.

Certains outils du marché proposent du filtrage, qu'il s'agisse d'éliminer des PII (personaly identifiable information) ou des informations considérées comme toxiques pour un domaine particulier. Ils permettent de fixer des seuils ou, durant le processus de blending, de réarranger les quantités de data affectées aux différentes catégories concernées (30% de 15-25 ans et 15% de plus de 65 ans, par exemple, ou pour un module de formation, 20% d'employés du support et 25% d'avant-vente). Le filtrage, processus itératif, vise quant à lui à obtenir une plus grande qualité de données liées au domaine dans lequel l'entreprise travaille et au contexte ; une réponse précise pour la finance, par exemple, peut être complètement erronée pour les soins de santé. C'est également un moyen d'identifier les bons signaux et de générer des types de données similaires pour renforcer l'importance de ces signaux.

Gouvernance et conformité

Comme le rappelle Klara Jelinkova, vice-présidente et DSI de l'université de Harvard, « de nombreuses organisations se sont appuyées sur des datawarehouses ou des reportings de données structurées, mais beaucoup se tournent désormais vers les datalakes et la data fabric. Reste que plus les data sets grossissent avec l'IA générative, plus il est difficile d'assurer la qualité et la cohérence de ces data. » Pour résoudre ce problème, la DSI prône donc l'automatisation et l'évolutivité des contrôles de données.

Le second pilier d'une gestion de données adaptée à la GenAI se trouve dans la gouvernance et la conformité des données. En 2023, le service informatique de Harvard a, par exemple, lancé son AI Sandbox, un environnement d'IA générative développé en interne et mis gratuitement à disposition de sa communauté d'utilisateurs. Le bac à sable offre un accès à plusieurs LLM différents pour favoriser l'expérimentation. Le service informatique de Harvard a également mis en place des programmes d'innovation ouverts à tous les projets utilisant de la GenAI.

Repenser la gouvernance pour les data non structurées

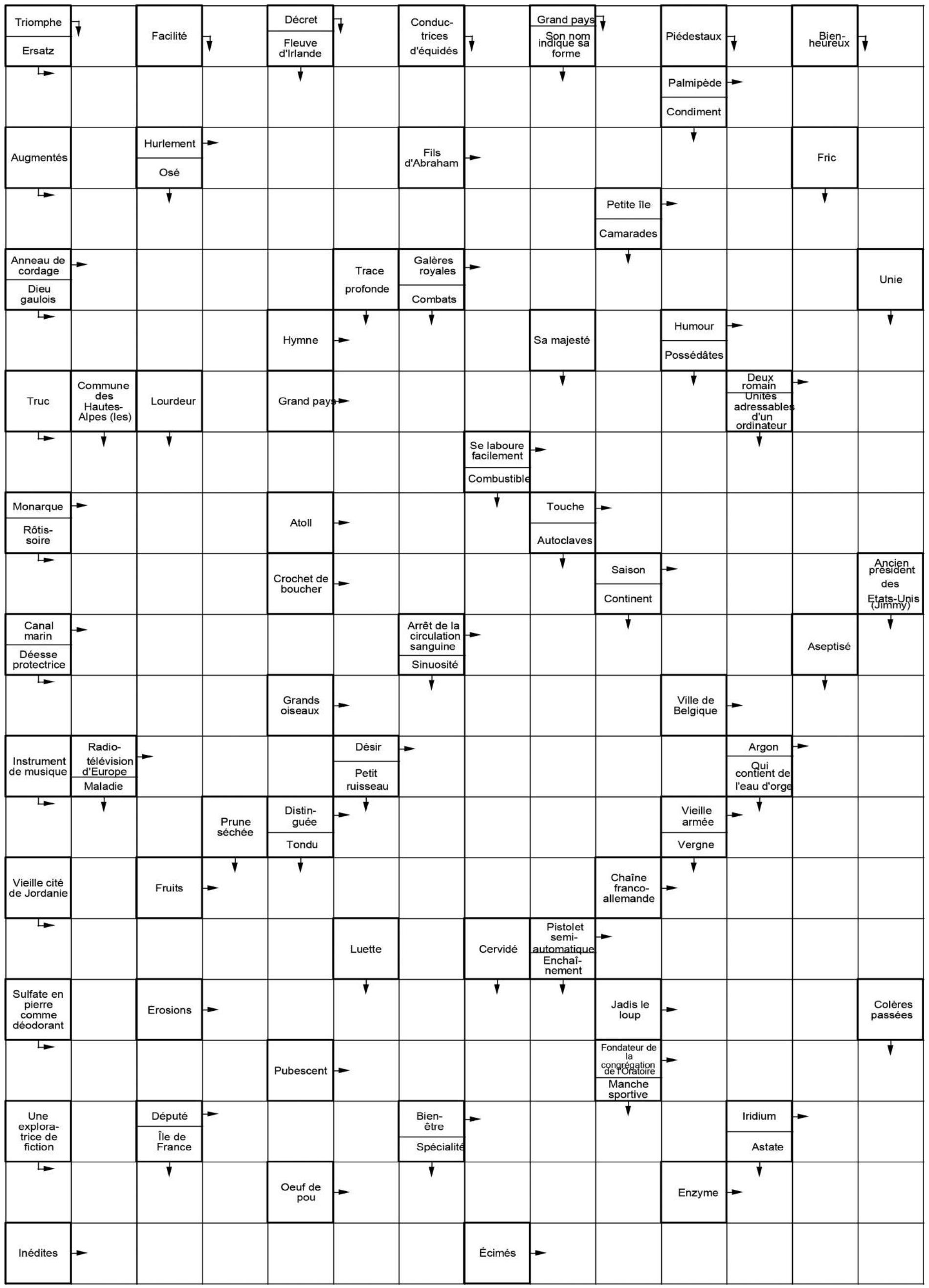
Des démarches qui ont poussé Klara Jelinkova à travailler sur la gouvernance des data. « Nous avons commencé avec des directives génériques d'utilisation de l'IA, juste pour nous assurer que nous avions les garde-fous nécessaires. Nous avions déjà mis en place une gouvernance des data depuis longtemps. Mais lorsqu'on commence à parler de pipelines de données automatisés, par exemple, il devient rapidement évident qu'il faut repenser les anciens modèles de gouvernance, principalement bâtis autour des données structurées. » Autre domaine important lié à la gouvernance, la conformité. Harvard dispose par exemple d'un groupe de travail pour le suivi de l'AI Act européen. Tous les projets d'IA, avant leur mise en production, suivent un processus pour s'assurer que toutes les obligations de conformité sont satisfaites. Pour la DSI de l'université, il faut « disposer d'un cadre de conformité pour retravailler l'existant au fur et à mesure de l'évolution du paysage législatif ».

Confidentialité des données et protection de la propriété intellectuelle

Troisième et dernier pilier d'une gestion de données adaptée à la GenAI, la confidentialité et la protection de la propriété intellectuelle. En fouillant dans leurs données pour les projets de GenAI, certaines entreprises s'aperçoivent, par exemple, qu'elles ne connaissent pas dans le détail les contrôles d'accès associés à certaines d'entre elles. Ce qui signifie qu'elles n'ont aucune idée des données qui ont été partagées au sein de l'entreprise, voire avec l'extérieur.Harvard dispose d'un programme complet de sécurité des données qui intègre la classification des données pour différents types d'IA. « Nous sommes très attentifs à la propriété intellectuelle », assure Klara Jelinkova. « Lorsque nous collectons des données pour concevoir un enseignement avec de l'IA, nous devons nous assurer que nous avons tous les droits de propriété intellectuelle sur toutes les données que nous allons lui fournir. » Et parce qu'Harvard crée, comme la plupart des universités, une grande partie de sa propre propriété intellectuelle, elle doit également s'assurer qu'elle protège celle-ci. C'est assez simple avec des outils d'IA créés en interne. Mais lorsque des modèles publics sont utilisés, des mesures supplémentaires doivent être prises pour que les données sous propriété intellectuelle ne soient pas directement ou indirectement utilisées à des fins commerciales. Pour s'en assurer, Harvard met en place des protections contractuelles avec des éditeurs d'IA tiers.

« Lorsque vous exploitez vos propres données au sein de très grands modèles de fondation, il se trouve qu'il reste encore beaucoup de malentendus et peu de transparence sur ce qui est réellement fait de vos data », conclut Doug Shannon. « Microsoft utilise de nouveau OpenAI par exemple. Donc même lorsqu'ils affirment ne pas utiliser les données des utilisateurs et qu'ils vous donnent une longue liste d'actions contre lesquelles vous êtes censés être protégés, cela reste une boîte noire. »

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 10 octobre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

MDN

Saisie de plus de 13 quintaux de kif traité aux frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de treize 13 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, alors que 40 narcotrafiquants ont été interceptés lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) et des services de sécurité durant la période du 2 au 8 octobre, selon un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

Le prix Nobel de chimie 2024 décerné à trois chercheurs

Le prix Nobel de chimie a été décerné mercredi pour moitié à l'Américain David Baker et pour l'autre moitié au duo composé du Britannique Demis Hassabis et de l'Américain John Jumper, pour leurs recherches sur les structures de protéines. David Baker, biochimiste de 62 ans, a été récompensé "pour la conception computationnelle de protéines", tandis que Demis Hassabis et John Jumper l'ont été pour leurs travaux sur "la prédiction de la structure des protéines" via l'intelligence artificielle, selon le communiqué du jury. M. Baker "a réussi l'exploit presque impossible de construire des protéines entièrement nouvelles", explique le jury. "Parmi une myriade d'applications scientifiques, les chercheurs peuvent désormais mieux comprendre la résistance aux antibiotiques et créer des images d'enzymes capables de décomposer le plastique", ajoute-t-il. Le duo Demis Hassabis-John Jumper, qui dirigent Google Deepmind, a "mis au point un modèle d'intelligence artificielle pour résoudre un problème vieux de 50 ans : prédire les structures complexes des protéines". Leur modèle d'IA, Alphafold, permet de prédire la structure tridimensionnelle des protéines en fonction de leur acide aminé. Les deux hommes, cités parmi les favoris, avaient déjà reçu le prestigieux prix Lasker en 2023. Le jury a noté que les découvertes des lauréats de cette année "offrent un potentiel énorme". Pour les lauréats du millésime 2024, le chèque accompagnant le prix est de onze millions de couronnes (920.000 euros), à partager en cas de multiples gagnants.

PARACHÈVEMENT DU PROCESSUS D'ÉDIFICATION DE L'ALGÉRIE NOUVELLE

«Une noble aspiration qui bénéficie du soutien de tous les Algériens sincères»

Le parachèvement du processus d'édification de l'Algérie nouvelle en vue de concrétiser le projet de renaissance du pays après la réélection de M. Abdelmadjid Tebboune président de la République pour un second mandat, est une noble aspiration qui bénéficie du soutien et de l'appui de "tous les Algériens sincères, conscients de l'ampleur des défis qui se profilent dans notre espace régional et international", écrit la revue El Djeïch dans son numéro du mois d'octobre en cours.

«Après que le peuple algérien lui a renouvelé sa confiance en le réélisant à la magistrature suprême, Monsieur Abdelmadjid Tebboune a entamé son second mandat, investi d'une lourde responsabilité, celle du parachèvement du processus d'édification de l'Algérie nouvelle et de la concrétisation du projet de renaissance de notre pays. Une noble aspiration qui bénéficie du soutien et de l'appui de tous les Algériens sincères, conscients de l'ampleur des défis qui se profilent dans notre espace régional et international», note la revue dans son éditorial intitulé "Renforcer le capital acquis". La revue rappelle, à cet égard, les propos du président de la République qui a souligné qu'il "continuera d'assumer cette responsabilité par fidélité à la confiance du peuple et par loyauté envers la Patrie, d'autant qu'elle intervient dans une conjoncture délicate marquée par des défis aux niveaux intérieur, régional et international", qui exigent "davantage de mobilisation des énergies et des capacités pour ajouter d'autres réalisations et acquis à ceux tangibles et indéniables concrétisés durant le précédent mandat. Des réalisations et des acquis clairs que ne saurait cacher tout déni, ni tout dénigrement ne saurait voiler". El Djeïch souligne que le président de la République procédera à "un dialogue national ouvert pour planifier le chemin que prendra notre pays pour asseoir une démocratie véritable". "Le deuxième mandat ouvrira également une nouvelle phase, celle du renforcement du capital réalisations économiques, sociales et diplomatiques importantes ayant marqué la précédente législature, en dépit des circonstances exceptionnelles qui ont caractérisé son entame. Mandat au cours duquel de nombreux projets nationaux vitaux ont été réalisés, sans oublier les divers chantiers ouverts dans nombre de domaines", relève la même source. Pour El Djeïch, "cette nouvelle étape, avec tous les enjeux et défis dont elle est porteuse, exige la solidarité de tous les Algériens ainsi que la conjugaison des efforts de tous les secteurs et institutions de l'Etat, y compris l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, qui continue d'accomplir ses missions constitutionnelles en toute détermination et rigueur". "En cela, elle reste vigilante, prête à relever tous les défis et à faire face à toute menace de quelque nature et origine qu'elle soit, renforçant sa disponibilité opérationnelle à travers une préparation au combat continue et adaptée aux différentes évolutions", ajoute El Djeïch. La revue affirme, par ailleurs, que l'Algérie "se présente aujourd'hui comme un exemple de sécurité, de stabilité et de quiétude, malgré toutes les tentatives désespérées et vaines dont elle est la cible et ce, grâce au haut niveau de conscience du peuple, toutes catégories confondues, et sa cohésion avec les institutions de son Etat et son Armée nationale populaire". "Cette cohésion, qui a été à la base du succès de la plus grande révolution du 20e siècle, notre glorieuse Révolution libératrice dont nous nous préparons à célébrer le 70e anniversaire de son déclenchement, restera à jamais le catalyseur de la sécurité de l'Algérie forte, développée, sûre et stable", conclut El Djeïch.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

La diversification économique, plus qu'un choix, une nécessité absolue

Beaucoup de discours, beaucoup de débats et surtout beaucoup de spéculations stériles sur un sujet sérieux : la diversification de l'économie. Il y a ceux, comme à l'accoutumée, saisissant l'opportunité du discours politique sur la diversification des exportations, pour s'engouffrer dans une rhétorique très rodée : « il n'y a qu'à ». Il y a aussi ceux qui considèrent la diversification des exportations comme une mauvaise idée pour l'économie nationale, car disent-ils les secteurs potentiellement exportateurs sont ceux directement liés aux hydrocarbures et/ou dont les inputs sont fortement subventionnés.

L'indice de spécialisation de l'économie algérienne est l'un des plus élevés au monde. La structure des exportations et celle des importations, sur longue période, mettent en évidence une grande rigidité qui n'est qu'un révélateur de la faible diversification de l'économie résultant elle-même d'un retard de transformation structurelle. Des travaux empiriques ont souligné que les Etats on eu un rôle crucial dans la transformation structurelle des économies. Les expériences du « miracle asiatique » ont mis en évidence que grâce à des interventions, très peu compatibles avec les règles du marché, certains Etats ont su mener leurs économies vers des « chemins critiques » mais certainement vertueux, avant de laisser opérer librement les règles de la concurrence

Dans tous les cas la diversification des exportations passe nécessairement par la diversification de la production. Et c'est là où le bât blesse. En effet, les produits à exporter ne tombent pas du ciel, non seulement il faut les produire, mais aussi et surtout ils doivent être exportables, c'est-à-dire demandés par les marchés extérieurs. Pour cela, le produit exportable doit avoir deux attributs : une compétitivité prix (coûts) et une qualité conforme aux exigences des marchés extérieurs tant en valeur d'usage qu'en conformité avec les normes du pays de destination.

Comme nécessité pour sortir de la forte concentration et de la dépendance des hydrocarbures, il faut y aller et vite. Ce n'est pas facile, mais le potentiel existe au sein de l'économie algérienne. Notre économie demeure prisonnière de la spécialisation primaire : exportation de matières premières. Il est certainement difficile de sortir d'une logique économique consistant à occuper une niche et se protéger des importations par des protections douanières ou même administratives. C'est quant le marché d'un produit local devient réellement concurrentiel que les producteurs s'engagent dans l'investissement, soit pour sophistiquer le produit, soit pour faire des économies d'échelle, soit encore pour intégrer la production en amont et/ou en aval.

Ce qui est en jeu et qui doit être considéré comme un vrai défi, ce n'est pas la diversification des exportations, mais d'abord la diversification de la production, car au final produire pour faire de la substitution aux importations est l'exact équivalent de la promotion des exportations au plan du solde de la balance commerciale. Mais au plan de l'économie globale, exporter plus est certainement un bon indicateur de la compétitivité de celle-ci. Le marché domestique est une opportunité immense pour la diversification de l'économie avant d'investir les marchés extérieurs souvent complexes et très compétitifs. Les entreprises algériennes sont –elles compétitives pour aller sur les marchés internationaux ? La réponse peut être Oui comme Non. Celles qui bénéficient des subventions sur un facteur de production (principalement l'énergie) peuvent être compétitives si cet avantage est significative dans le coût de production ; c'est le cas notamment du ciment et de l'acier où l'énergie représente plus de 50% du coût de production (pour le Clinker, c'est autour de 55%). Pour les autres entreprises, celles qui comptent sur leur propre compétitivité intrinsèque (non facteurs), elles sont encore peu nombreuses et fragiles ; une entreprise n'est pas exportatrice parce qu'elle a réalisé une ou deux opérations d'exportation. La compétitivité non facteur (hors facteurs liés à une subvention, ou une ressources naturelle…) est difficile à construire et le marché domestique est le meilleur terrain pour s'entrainer, les économies d'échelles locales sont aussi un facteur de préparation à la compétitivité et à l'exportation. Il faut, toutefois, insister que la diversification économique passe nécessairement par une ré-industrialisation du pays. Les pays d'Asie ont gagné leurs compétitivités et leur diversification des exportation grâce à une effort d'industrialisation soutenu associé à une politique de substitution aux importations bien réfléchie, c'est-à-dire une politique qui protège la production nationale, mais pas trop et surtout sans impacter les importations des inputs nécessaires à l'activité économique. La ré-industrialisation du pays requiert un effort considérable qui n'est pas du seul ressort d'un secteur, elle implique plusieurs secteurs et c'est pourquoi la coordination jouera un rôle important.

Peut-être le moment est venu pour ériger un Ministère de l'Economie afin de coordonner l'ensemble des dispositifs et des programmes destinés à cette politique de ré-industrialisation qui est un préalable à la diversification de l'économie et des exportations. Porter la part de l'industrie dans le PIB à 10/12% mérite bien une telle transformation institutionnelle.